



LE MONDE *diplomatique*

TABASSER
LES POMPIERS

PAR ROMAIN PUDAL

Page 28.

Mensuel - 28 pages

N° 870 - 73^e année. Septembre 2026

LA DROITE AMÉRICAINE EN DANGER ?

Donald Trump contre le péril rouge

La percée de candidats de gauche aux États-Unis a conduit M. Donald Trump à faire de la lutte contre le communisme un de ses thèmes de mobilisation. Le ton est fascisant, et les anciens attentats d'extrême droite passés sous silence. Ignorant ce contexte, tous les États de l'Union européenne ont participé à Washington à un colloque officiel contre le « terrorisme de gauche ».

PAR SERGE HALIMI

APRIORI rien ne va plus pour le président des États-Unis. La guerre contre l'Iran qu'il a déclenchée avec Israël fut impopulaire dès le premier jour. Elle l'est davantage six mois plus tard à mesure qu'elle s'enlise sans avoir atteint un seul de ses objectifs et après avoir provoqué la fermeture du détroit d'Ormuz. Mais, pour les Américains, ce conflit se traduit avant tout par une augmentation des prix, celui de l'essence en particulier (+ 35% depuis février dernier). Il y a deux ans, M. Donald Trump avait été réélu pour améliorer le pouvoir d'achat et mettre un terme aux « guerres sans fin ». À l'approche des élections de mi-mandat du 3 novembre prochain, le bilan n'est pas brillant. La cote de popularité du président s'en ressent.

Alors, comment réagir ? Première option, faire le dos rond pendant la mauvaise passe dans l'espoir qu'un événement sportif, un fait divers croustillant ou un ouragan divertira l'opinion d'une guerre qui, côté américain, n'est pas trop meurtrière (dix-huit soldats tués). Autre possibilité, dramatiser l'enjeu électoral à venir en mettant en scène un monstre à terrasser. La constance stratégique n'étant pas la principale qualité de M. Trump, il fait tantôt l'un, tantôt l'autre. Le matin, c'est tout va bien grâce à mes succès que le monde entier envie ; le soir, gare aux terroristes communistes qui conspirent pour détruire notre cher pays.

(Lire la suite page 12.)

ALERTE SUR L'AGRICULTURE MONDIALE

La faim qui vient



FRANCESCO CLEMENTE. – « Faim », 1980

EN TRE deux déferlements sur le rivage, les vagues se caractérisent en général par un mouvement de retrait : le ressac. Malheureusement pas lorsqu'il s'est agi du climat cet été. La succession

* Universitaire, ancien directeur de recherche associé au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), membre de l'Académie des sciences, des lettres et des arts Beit Al-Hikma (Carthage).

des rouleaux caniculaires a alors ressemblé à une submersion. Avec des températures supérieures à 40 °C sur des territoires couvrant, à certains moments, jusqu'à 40% de l'Hexagone, la France s'est transformée en brasier. Parfois littéralement : des mégafeux, capables d'engendrer leur propre système climatique, ont dévoré près de cent mille hectares. Du jamais-vu. En Espagne, la surface brûlée a quasiment atteint le double. Toute l'Europe occidentale a été touchée.

« Heureusement, l'automne approche ! », rassurent les bulletins météo, cependant que les chaînes d'information se réjouissent de la baisse des températures. Le pire serait derrière nous, une période de répit s'ouvrirait enfin. Mais une telle analyse revient à confondre les trois coups qui annoncent au théâtre l'ouverture du rideau avec le drame lui-même... Car tout ne fait que commencer. Outre les déluges de pluie qui succèdent généralement aux épisodes

de fortes chaleurs, la sécheresse et les incendies ont allumé une bombe à retardement dont la guerre déclenchée par Washington et Tel-Aviv contre Téhéran avait raccourci la mèche en provoquant la fermeture du détroit d'Ormuz.

Un signe ne trompe pas. Alors que le niveau des fleuves recule, des rochers réapparaissent à la surface de l'Elbe, du Danube ou encore du Rhin. Ils révèlent parfois des dates, gravées lors de précédentes sécheresses sévères : 1616, 1746, 1842... Des épisodes caractérisés par des récoltes catastrophiques, une flambée des prix et des pénuries. D'où le nom de ces formations qui affluent aujourd'hui de façon menaçante : les « rochers de la faim (1) ».

(Lire la suite page 9.)

(1) Brenda Haas, « Hunger stones : The history behind "if you see me, weep", 14 août 2026, www.dw.com

Fut-il le pire ?

PAR GRÉGORI RZEPSKI

DANS huit mois, M. Emmanuel Macron quittera l'Élysée. Et, suivant la tradition du journalisme politique, comme si une heure de dissidence rachetait une décennie de révérences, les critiques fusent. L'hebdomadaire *The Economist* moque un « canard boiteux » après avoir cru au « sauveur de l'Europe ». Deux courtisans parisiens racontent dans un livre « l'histoire d'un homme exceptionnel... qui s'est exceptionnellement planté ». Porte-voix des élites libérales, M. Alain Minc voit en lui le « pire président de la V^e République (1) ».

Ingratis servire nefas – « on ne gagne rien à servir les ingrats ». Car, depuis 2017, M. Macron a, largement, suivi les orientations du rapport Minc (1994) ou de la commission dirigée par M. Jacques Attali (2008), dont il était alors l'adjoint. De même celles de l'Union européenne ou de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur les dépenses de défense. Davantage qu'aucun de ses prédécesseurs, ce président a débarrassé la diplomatie du Quai d'Orsay des traces d'indépendance qui la distinguaient encore. Paris a désormais la politique russe de Kiev, la politique vénézuélienne de Washington, la politique iranienne d'Abou Dhabi, la politique commerciale de Berlin, et plus de politique africaine du tout depuis que les États du Sahel ont congédié son armée.

M. Macron a aussi achevé de transformer l'État en Comité de salut privé, assurant des dividendes record aux actionnaires (2). La France est devenue un paradis pour les fonds spéculatifs, qui ont désormais la main sur des milliers d'entreprises, dont plusieurs fleurons. La Sécurité sociale, elle, n'a plus vocation à all

COURRIER DES LECTEURS

Intelligence artificielle

La perspective d'une convergence entre « La gauche et l'IA » dessinée par Evgeny Morozov (août) n'a pas convaincu M. Hervé Krief :

[Chez Morozov], l'IA semble tomber du ciel, comme par un enchantement tout à fait providentiel, miraculeux et inexplicable. Une force céleste dont les origines ne sont ni considérées ni étudiées, puisqu'elles n'ont aucune matérialité. (...) Les milliers d'esclaves qui descendent dans les mines pour extraire les matières premières ou les millions d'autres qui assemblent les smartphones et les ordinateurs dans des prisons-usines, nécessaires à [sa] future révolution, ne [l']émeuvent d'aucune façon. (...) La réussite spectaculaire du capitalisme industriel de consommation de masse réside, entre autres choses, dans sa capacité à pervertir ceux qui se prennent pour des opposants, qu'il transforme en petits rouages participant, malgré eux, à faire tourner la machine à broyer les humains, leur poésie et leur condition, tout en détruisant de plus en plus vite les éléments nécessaires à la vie sur terre.

M. Gilbert Gaudin nous a également fait part de ses réserves :

Evgeny Morozov nous rappelle, avec mille et un doctes détours, que l'IA – qui appartient à quatre géants privés – a été nourrie par tout le savoir et le travail des humains, et devrait donc être un bien commun. En plaçant pour un « socialisme de l'IA », il plaide pour une reprise en main afin de faire de cet outil un vecteur d'émancipation en en changeant la propriété. Voilà qui est bien plus audacieux que les approches du vénérable Bernie Sanders et des vieilles lunes d'une gauche qui ne sait décidément pas se réinventer face aux

ruses du grand capital. Elle ne sait que le socialiser, la traîtresse, comme le serine à longueur d'articles *Le Monde diplomatique*. Quant à savoir si réellement, comme le laisse supposer le surtitre du papier, « l'utopie se déniche derrière le cauchemar », bonne chance ! Généralement, ces derniers engendrent des anges exterminateurs qui se rient des prétentieux s'acharnant à faire compliqué alors que le monde tel qu'il ne va pas exige des propos directs, simples et clairs. Comme ceux que régurgite l'IA, hélas...

M. Patrick Rion a lui aussi partagé ses doutes :

Cet article constitue, à mon sens, une énième tentative de convaincre de la neutralité de l'outil informatique. Ainsi, redirigé vers de bons usages démocratiques, celui-ci saurait se révéler enfin vertueux. En augmentant de plus notre capacité à « gérer sa vie de la façon la plus rationnelle ».

Jusqu'ici, la constante augmentation de la présence des machines dans la vie des humains n'a jamais rien fait d'autre, dans son « interactivité », que pousser les humains sur la voie d'un mimétisme vis-à-vis de la machine : à chaque fois, l'humain adapte son comportement aux exigences de nouvelles machines, l'éloignant ainsi toujours plus de son fondement humain pour le pousser à se comporter de façon toujours plus paresseuse et automatique.

Le numérique et toute sa panoplie d'inventions stériles ne sont – et ne resteront – qu'une simple nouveauté industrielle s'inscrivant dans la plus parfaite continuité de toutes les précédentes. Et, de fait, comme précédemment, l'État se fait le relais de l'industrie et du commerce pour imposer de nouvelles infrastructures

et de nouvelles obligations comportementales légalisées par son autorité.

Ceci au moment même où l'urgence d'une définition du progrès orientée dans un sens moins matérialiste pourrait éventuellement sauver, voire revivifier, le peu d'humanisme effectif qui subsiste dans nos sociétés dites civilisées.

Céline

Alain Astaud attire notre attention sur les suites de l'article de Roger Vailland « Nous n'épargnerions plus Louis-Ferdinand Céline », paru dans *La Tribune des nations du 13 janvier 1950* et reproduit dans notre numéro d'août :

L'auteur de *Voyage au bout de la nuit* n'a pris connaissance de l'article de Roger Vailland que sept ans plus tard, en 1957. Cette année-là, Roger Vailland ayant reçu le prix Goncourt pour son roman *La Loi*, des amis de Céline lui auraient retrouvé l'article publié alors que lui-même se trouvait au Danemark, où il avait fui. Dans un texte, « Illuminations », confié au *Petit Crapouillot* de février 1958, Céline affirme, à sa manière, qu'il n'ignorait rien de ce qui se passait dans l'immeuble de la rue Girardon : « *Que ma concierge était "boîte aux lettres" ! pardi ! tout le quartier le savait ! que les époux Champfleury [Simone et Robert], au quatrième, sous ma chambre, tenaient un "relais" pour les déserteurs du STO ? Toute la butte était au courant.* » Dans un courrier ultérieur, le résistant Robert Champfleury confirmera et complètera la version de Céline : ce dernier non seulement donna à son voisin sa parole qu'il ne ferait rien contre eux, mais il alla jusqu'à prodiguer des premiers soins à un membre du groupe ressorti des griffes

de la Gestapo. Il est donc vrai que Céline aurait pu, comme il s'en vantera, dénoncer ce réseau – « *si j'avais voulu, (...) d'un mot, d'un murmure, d'une allusion même très vague, puisque j'étais au mieux, selon cet imbécile [Roger Vailland], avec les hautes autorités du moment, mettre un terme, et un terme "éclair", à tout ce trafic et ces pantalonades* » – et qu'il n'en a rien fait. Or c'est justement cette non-dénonciation de la part d'un délateur tel que lui qui interroge. Dans leur somme *Céline, la race, le Juif* (Fayard, 2017), Annick Duraflour et Pierre-André Taguieff ont établi, exemples à l'appui, que l'écrivain avait pratiqué la dénonciation par voie de presse et par lettre privée, « *quoi qu'en disent ou quoi qu'en taisent les biographes et les célinolâtres* » (p. 320). Parmi ses cibles, les docteurs Mackiewicz, Joseph Hogarth, Pierre Rouqués, le poète Robert Desnos... Dans le cas présent, a-t-il craint d'être soupçonné et de subir des représailles ? Était-il déjà convaincu que « *les jeux étaient faits* », et donc que l'Allemagne nazie avait perdu la guerre ?

Patrimoine

Charpentier, M. Achille Bek

DIVERTIR POUR RECRUTER

L’offensive culturelle de l’armée française

Comment rendre la guerre aimable? Avec son slogan de recrutement « Devenez vous-même » lancé en 2010, l’armée française semblait investir le champ déjà bien encombré du développement personnel. Elle mise désormais sur le monde des arts, de l’événementiel et du spectacle. Et contrôle son image en sensibilisant réalisateurs, diffuseurs et créateurs à la chose militaire.

PAR THOMAS JUSQUIAME *

SE lâcher, danser et s’enivrer par milliers au rythme effréné et hypnotique de ses disc-jockeys électro préférés à quelques mètres d’un chasseur-bombardier : onze tonnes d’acier, équipées de canons de 30 millimètres et capables d’emporter une « bombe atomique AN-52 », indique l’écriteau aux couleurs du festival. Non loin, près de la scène musicale installée au pied de la fusée Ariane, un groupe de jeunes hommes se prennent en photo, bière à la main, devant le modèle Dassault Étendard IVM, un chasseur supersonique « capable de transporter 2 400 kilos de bombes ». Voilà l’expérience qu’ont pu vivre des dizaines de milliers de festivaliers en mai dernier, sur l’ancienne base aérienne du Bourget où se tenait le Cercle Festival. L’événement musical, qui s’adresse à une population urbaine et aisée, est organisé par l’entreprise Cercle – un média musical connu pour la diffusion de vidéos à l’esthétisme recherché et aux dizaines de millions de vues sur YouTube. Il est réalisé en partenariat avec le Musée de l’air et de l’espace, une institution du ministère des armées.

Cette tactique d’influence, qui actionne le levier émotionnel du divertissement culturel pour banaliser et glorifier l’action militaire, s’inscrit dans une stratégie de diffusion plus large. Au travers de la Mission cinéma et industries créatives (MCIC), le ministère des armées s’immisce depuis quelques années dans des domaines aussi variés que les jeux vidéo, la bande dessinée, le sport, la

science-fiction et, surtout, le septième art. Une structure directement inspirée du modèle américain actuel, vieux de plus d’un siècle.

En avril 1917, le président Woodrow Wilson crée le Comité pour l’information publique (CPI), un organisme de propagande chargé de persuader la population de la nécessité d’envoyer des soldats mourir sur le front de la première guerre mondiale. Le cinéma, censé façonner l’imaginaire, doit répandre dans le monde l’« Évangile de l’américanisme », selon la formule de George Creel, journaliste et directeur du CPI. L’organisme est dissous en 1919, mais ses objectifs de conquête des esprits reprennent vie lors du second conflit mondial, sous la présidence de Franklin Roosevelt. Ce dernier perçoit dans le cinéma une source de « vitamine pour le moral des soldats et des civils américains ». Il crée en 1942 le Bureau d’information de guerre (OWI), qui élabore un « programme de persuasion nationale » et censure les scripts trop pacifistes. « Le moyen le plus simple d’injecter une idée de propagande dans l’esprit de la plupart des gens est de la diffuser par le biais d’un film de divertissement, sans qu’ils se rendent compte qu’ils sont victimes de propagande », explique Elmer Davis, son directeur(1).

cès de la série *Le Bureau des légendes*, réalisée en collaboration avec les services de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et diffusée de 2015 à 2020, pousse M. Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la défense, à créer en 2016 la Mission cinéma, afin de « travailler à la promotion des sujets de défense auprès des créateurs du septième art »(3). Elle prend en 2019 son nom de Mission cinéma et industries créatives. Spécialiste du marketing dans l’industrie du divertissement, sa cheffe, M^{me} Ève-Lise Blanc-Deleuze, a dirigé la communication chez Nintendo, puis la stratégie multimédia de Canal Plus. Sa mission consiste désormais à « sensibiliser » producteurs et diffuseurs aux enjeux des armées. Les services de la MCIC revendiquent en 2023 plus de deux cents projets et sollicitations audiovisuelles, vingt tournages et soixante-huit jours de mise à disposition d’espaces(4). Les séries *Sentinelles-Mali* (2022), *Les Combat-tantes* (2022), *Cœurs noirs* (2023), *Les Sentinelles* (2025), les longs-métrages *Le Chant du loup* (2019), *Les Derniers Hommes* (2024), *La Bataille de Gaulle* (2026), ainsi que deux cent cinquante autres œuvres cinématographiques auraient bénéficié d’un « accompagnement » de l’armée.

Outre la mise à disposition de lieux de tournage, du matériel militaire est également disponible, car « aucun char d’assaut ne fera aussi vrai qu’un vrai », assure la directrice de la MCIC. Ces ressources d’ordinaire peu accessibles (décors, manœuvres des troupes, engins de guerre, conseils) ravissent producteurs et réalisateurs, car elles amenuisent les coûts et augmentent le

réalisme à l’écran(5). Pour le tournage du film *Mission impossible : Fallout* (2018) avec Tom Cruise, la production a pu assister à une manœuvre d’entraînement des forces aériennes françaises, mais aussi capter les prouesses du Caracal – un hélicoptère de combat produit par Airbus – déployé dans le ciel de la Ville Lumière. « Ça a permis de mettre en évidence le savoir-faire de l’armée de l’air au travers de l’excellence industrielle. (...) C’est du rayonnement par l’image au travers de la fiction », se félicite le commandant Mickaël Molinié, adjoint de M^{me} Blanc-Deleuze(6).

Les marchands de canons ne boudent pas cette vitrine technologique. Ainsi le puissant lobby du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (Gicat) a-t-il organisé en 2025, en collaboration avec la MCIC, la projection de l’avant-première du film *13 Jours, 13 Nuits* à l’École militaire. Un partenariat décrit par M. Jean-Marc Duquesne, délégué général du Gicat, comme bien plus efficace qu’un « long discours » pour sublimer des armes de guerre françaises « éprouvées et

trait un comportement totalement interdit par la convention de Genève, on expliquerait pourquoi cette scène n’est pas crédible »(8). » Peu de chances donc de voir accepter un script dépeignant les tortures de l’armée française sur le peuple algérien pendant la guerre d’indépendance. C’est par exemple le cas du film *Sentinelle sud* (2022), l’histoire d’un militaire qui, pour tenter de sauver ses frères d’armes, se retrouve mêlé malgré lui à une sombre histoire de trafic d’opium. Le script a été jugé non éligible au soutien de la MCIC : « Le commandant était un salopard. Les trois soldats de l’armée de terre ? Un dealer, un alcoolique et un frappadingue ! Vous pensez bien qu’on n’allait pas aider un tel projet. » La directrice préférerait voir advenir « un Top Gun à la française ! Un film positif, marquant, et qui donne envie à tous les jeunes de s’engager »(9).

Il faut dire que l’État rencontre d’importantes difficultés à convaincre les jeunes de consacrer leur vie à la cause militaire. Un rapport sénatorial publié fin 2024

Recomposition stratégique



NABIL EL MAKHLOUFI. – « Les Attentes », 2025

Alors que l'issue du conflit en Iran demeure imprévisible, le Machrek connaît d'importants bouleversements géopolitiques avec deux ensembles qui se font désormais face. D'un côté, l'alliance entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. De l'autre, l'axe Israël, Émirats arabes unis et Inde. Le tout sous l'œil attentif des États-Unis, soucieux de ne heurter aucun des camps.

PAR ZIAD MAJED *

LE 7 août 2026, à La Mecque, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan ont signé un accord de défense mutuelle. Il prévoit de renforcer la coopération, les échanges de renseignements, les exercices militaires conjoints ainsi que la coordination entre responsables politiques et sécuritaires pour parer à toute menace extérieure. Il ouvre également la voie à une collaboration plus étroite dans les industries et les technologies militaires ainsi que la cybersécurité. Présenté par ses signataires comme une alliance strictement défensive ne visant aucun État en particulier, l'accord traduit surtout leur volonté de resserrer leurs liens face aux profondes recompositions de l'équilibre régional, à la suite de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran (1) et dans un contexte marqué par les projets expansionnistes de Tel-Aviv.

Cette évolution confirme que le Proche-Orient et son voisinage immédiat, au carrefour de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe, entrent dans une nouvelle séquence de leur histoire contemporaine. Celle-ci procède des bouleversements politiques et stratégiques survenus depuis 2023, qui redessinent les lignes de force d'un espace façonné par les guerres et par les frontières imposées au début du siècle dernier.

Ce qui a pu apparaître, sous la présidence de M. Barack Obama (2009-2017), comme une forme de désengagement américain – ou du moins comme un déclassement relatif du Proche-Orient dans la hiérarchie des priorités de Washington – a contribué, après le déclenchement des « révolutions arabes » en 2011, à l'émergence de nouvelles configurations régionales et d'agencements économiques inédits.

* Politiste franco-libanais, professeur à l'Université américaine de Paris et auteur de l'ouvrage *Le Proche-Orient, miroir du monde*, La Découverte, Paris, 2025.

L'Iran, engagé dans un processus d'expansion, s'est alors affirmé comme la première puissance régionale (2). En 2012, son intervention en Syrie a permis le sauvetage provisoire du régime de son allié Bachar Al-Assad. Sa domination partielle sur l'Irak avait été rendue possible par la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, à la suite de l'invasion anglo-américaine. Son implantation politique et militaire au Liban, à travers le Hezbollah, ainsi que son soutien au mouvement houthiste dans le nord du Yémen lui ont donné une profondeur stratégique considérable. L'accord sur le nucléaire conclu avec l'administration Obama et les chancelleries européennes en 2015 a ensuite consolidé cette position.

Ses adversaires saoudiens et émiratis ont réprimé le soulèvement populaire à Bahreïn pour empêcher Téhéran – qui avait longtemps revendiqué l'île avant d'y renoncer, au moins officiellement, en 1970 – d'en tirer avantage. Ils ont ensuite engagé en 2015 une intervention militaire de grande ampleur au Yémen afin de contenir la progression des houthistes, sans parvenir toutefois à les évincer du pouvoir à Sanaa. Ils n'ont donc pas réussi à contester véritablement la prééminence iranienne.

Les évolutions ultérieures laissent d'ailleurs penser qu'Israël, alors principalement absorbé par l'expansion de la colonisation en Cisjordanie occupée et par le durcissement du blocus de Gaza, observait simultanément avec une grande acuité l'extension de l'influence iranienne et préparait sa confrontation future avec Téhéran et les acteurs inscrits dans ses réseaux, au premier rang desquels le Hezbollah.

Alors même que Washington se désengageait, l'intérêt de la région pour la Russie demeurait limité, malgré son intervention

en Syrie en 2015 et son engagement plus incertain en Libye. En revanche, l'ouverture vers la Chine s'est substantiellement accrue, y compris chez des acteurs régionaux pourtant antagonistes. L'Iran, soumis aux sanctions internationales puis replacé sous étroite surveillance après le retrait, en 2018, de Washington de l'accord sur le nucléaire, a trouvé en Pékin un débouché majeur pour son pétrole, ainsi qu'un fournisseur de biens et de technologies.

Les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie se sont, eux aussi, tournés vers la Chine pour de grands projets économiques, tandis qu'Abou Dhabi approfondissait parallèlement sa coopération pétrolière et commerciale avec l'Inde. Israël, de son côté, a attiré des entreprises chinoises et des investissements indiens pour développer ses infrastructures, notamment autour des ports d'Eilat et de Haïfa. Un mouvement comparable s'est observé en Égypte, au Soudan et en Afrique du Nord, où la présence des investissements et produits chinois s'est renforcée de manière inédite, au détriment des acteurs occidentaux, européens comme américains.

Le retour en force de Washington dans la région, par le biais des accords Abraham en 2020 – accords entérinant la normalisation entre plusieurs pays arabes et Tel-Aviv –, visait à enclencher une dynamique susceptible de lui rendre l'initiative face à la Chine et de consacrer le rôle nodal d'Israël dans un vaste espace géopolitique. Celui-ci commençait au Maroc et au Soudan, sur le versant africain, et se projetait vers la mer Rouge, jusqu'aux Émirats et à Bahreïn, sur le versant asiatique, dans une logique d'endiguement de l'Iran dans

le Golfe et l'océan Indien. En s'ajoutant à l'Égypte et à la Jordanie, pays ayant normalisé de longue date leurs relations avec Israël, ces États devaient constituer, selon l'administration Trump, un arc stratégique de première importance, à la fois économique, politique et militaire.

Les Émirats ont cherché à occuper une position centrale dans cet arc. Ils ont scellé leur alliance avec l'Inde et Israël, étendu leur contrôle sur l'est et le sud du Yémen, établi une base militaire à l'entrée de la mer Rouge, au Somaliland (*lire l'article page 6*), puis appuyé au Soudan certaines factions armées (3), notamment les Forces de soutien rapide (FSR), accusées de crimes contre l'humanité, après avoir auparavant appuyé les troupes favorables au général Khalifa Haftar en Libye. Cette politique d'influence émiratie s'inscrivait dans une vision portuaire, militaire et commerciale de la puissance, attentive aux détroits, aux façades maritimes, aux routes énergétiques et aux plates-formes logistiques.

L'h

PERTE D’INFLUENCE AMÉRICAINE

majeure au Proche-Orient

rester à l’écart de cet accord, notamment en raison de son traité de paix de 1979 avec Israël, qui lui impose de ne contracter aucun engagement militaire incompatible avec celui-ci, mais aussi pour conserver sa liberté d’action et son rôle de médiatrice à Gaza, où elle demeure une interlocutrice acceptée par les parties.

En arrière-plan, l’axe indo-émiro-israélien, dont la constitution a suscité cette recomposition, relie les ports de Mumbai (Bombay), Dubaï et Abou Dhabi, via les détroits d’Ormuz et de Bab Al-Mandeb, au port d’Eilat, puis, par des voies rapides, au port méditerranéen de Haïfa. Il modifie le plan initial qui faisait de l’Arabie saoudite et de la Jordanie les pièces majeures de la connexion entre l’Inde, les Émirats et la côte méditerranéenne. Il s’inscrit aussi dans une approche ancienne : transformer les marges du Proche-Orient en assise stratégique. La politique dite « de la périphérie », élaborée dès les premières décennies d’Israël sous l’impulsion du premier ministre David Ben Gourion (5), visait à rompre l’isolement de cet État dans la région en tissant des liens avec des puissances non arabes – telles que l’Iran du chah Mohammad Reza Pahlavi, la Turquie kémaliste et l’Éthiopie, en plus de certaines minorités dans des pays arabes –, dans une logique de renseignement, de sécurité et de contre-encerclement. Ces formes historiques ont changé, mais cette logique demeure perceptible dans les partenariats actuels d’Israël : avec l’Inde autour de la défense, des technologies, de l’agriculture ; avec l’Éthiopie et le Somaliland dans une

Cette ligne de conduite explique pourquoi Israël a intégré Chypre et la Grèce à l’architecture de ses alliances, afin de renforcer son attractivité auprès des Européens, tout en exerçant une pression accrue sur le Liban, engagé dans la recherche de partenariats avec les Chypriotes pour l’exploitation de champs gaziers maritimes. Au point d’inquiéter l’Égypte, que la gestion des eaux du Nil et le projet de grand barrage d’Addis-Abeba préoccupent, tout comme les dossiers énergétiques en Méditerranée orientale et l’avenir des recettes du canal de Suez en cas de contraction ou de détournement du trafic maritime.

Tel-Aviv a également poursuivi sa rivalité avec Ankara autour de l’alliance avec l’Azerbaïdjan. Ce dernier, grisé par sa victoire sur l’Arménie, maintient toutefois un équilibre entre proximité politique avec Israël et partenariat économique avec la Turquie, soucieux de tirer profit des projets en cours de développement pour relier la Chine à l’Europe, via l’Asie centrale et la Turquie.

Deux grands blocs semblaient donc en voie de consolidation en 2025 : un premier ensemble indo-émiro-israélien cherchant à s’étendre et à s’élargir, auquel répondait un axe pakistano-saoudo-turc, en coopération étroite avec Le Caire et en quête d’arrangements avec la Syrie et la Jordanie.

Les États-Unis suivaient de près ces évolutions. Leurs relations avec la plupart des pôles des deux alliances

sous l’égide du sultanat d’Oman, leurs négociations sur le dossier nucléaire, a suspendu les recompositions régionales en cours. Conçue par ses initiateurs comme une opération destinée à affaiblir durablement la République islamique, à détruire son programme nucléaire, à décapiter son régime et à briser ses institutions sécuritaires, cette guerre a finalement ouvert une séquence plus incertaine que décisive. L’Iran en est durement éprouvé, frappé par les destructions, l’assassinat de ses chefs religieux, politiques et militaires, les pertes humaines et l’usure économique d’un affrontement asymétrique ; son régime a néanmoins conservé sa cohésion et une part considérable de ses capacités guerrières. Au moment du cessez-le-feu fragile d’avril, il demeurait en place, encore capable de perturber ses adversaires et de mobiliser ses alliés régionaux, au premier rang desquels le Hezbollah libanais. En ripostant contre Israël, puis en frappant le nord de l’Irak et plusieurs pays du Golfe, Téhéran a fait payer à ses voisins proche-orientaux le prix de leur alliance avec Washington.

Au cours de cet affrontement, le détroit d’Ormuz est devenu le lieu le plus spectaculaire de cette capacité iranienne de pression. En verrouillant, minant et bloquant ce passage, par lequel transite une part majeure du pétrole et du gaz mondiaux, Téhéran a déplacé le centre de gravité du conflit. Conscient du coût d’un face-à-face direct et prolongé avec

des hostilités, volonté validée par M. Trump, qui, contrairement à M. Netanyahu, se montre finalement soucieux de mettre fin à une guerre conduite sans véritable stratégie et susceptible de se transformer en crise économique mondiale aiguë. Dans le même mouvement, le rôle d’Oman a pris une ampleur bien supérieure à sa puissance réelle. Fidèle à sa tradition de médiation discrète, le sultanat s’est retrouvé, après son implication dans les négociations nucléaires, au croisement de deux dossiers désormais liés : la sécurité de la péninsule arabique et la gestion du détroit d’Ormuz.

Pour les autres monarchies du Golfe, la guerre a constitué un choc stratégique majeur. Depuis des décennies, leur prospérité reposait sur deux piliers : la protection militaire américaine et la prévisibilité relative des routes énergétiques. Or ces fondements se sont trouvés fragilisés. Les bases américaines installées au Qatar, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, au Koweït ou en

Arabie saoudite étaient censées garantir la sécurité de ces pays, notamment face à l’Iran ; elles les ont surtout exposés aux représsailles de Téhéran. C’est là que réside le dilemme central de ces monarchies. Elles demeurent tributaires des États-Unis, pour leurs systèmes de défense, leur renseignement, leurs batteries antimissiles, leur protection navale. Mais elles mesurent désormais que Washington peut déclencher une guerre, négocier une trêve, redéfinir ses priorités ou envisager une issue diplomatique selon ses propres calculs. Leur sécurité se trouve à la fois garantie et exposée : plus elles sollicitent le parapluie américain, plus elles deviennent vulnérables aux ripostes iraniennes ; plus elles cherchent à s’en émanciper, plus elles constatent les limites de leurs capacités autonomes, malgré l’ampleur des budgets qu’elles consacrent à la défense. La consolidation de leurs relations avec la Chine ne modifie pas encore cet équilibre, Pékin demeurant avant tout un partenaire économique.

Contenir l’escalade

La guerre a également mis au jour les divergences croissantes entre Riyad et Abou Dhabi. La rivalité entre M. Mohammed Ben Salman (« MBS »), le prince héritier saoudien, et M. Mohammed Ben Zayed (« MBZ »), président de la fédération des Émirats, dépasse la compétition d’influence ou

RAPPROCHEMENT OPPORTUNISTE D’UN ÉTAT SÉPARATISTE AVEC ISRAËL

Somaliland, une reconnaissance incendiaire

Petit État autoproclamé de la Corne de l’Afrique, le Somaliland est parvenu à se placer dans le jeu géopolitique régional. Désormais allié d’Israël, seul pays à le reconnaître, il développe une stratégie d’accords commerciaux et sécuritaires dans le Golfe. Prochain défi : obtenir le soutien officiel des États-Unis sans paraître ouvrir la boîte de Pandore des frontières africaines.

PAR BRENDON NOVEL *

LE 15 juin 2026, le « président » du Somaliland Abdirahman Mohamed Abdullahi, dit « Irro », inaugure en grande pompe une « ambassade » à Jérusalem. Israël est en effet le premier pays du monde à avoir reconnu, en décembre 2025, l’entité sécessionniste située dans le nord-ouest de la Somalie. Lors de sa visite de près d’une semaine, « Irro » s’est entretenu avec le ministre des affaires étrangères Gideon Saar et s’est affiché tout sourire avec celui des finances Bezalel Smotrich, figure de l’extrême droite suprémaciste. Son déplacement l’a également conduit à la Knesset, avant une réunion avec le premier ministre Benyamin Netanyahu, à l’issue de laquelle les deux dirigeants ont signé une « déclaration stratégique de coopération », dont le contenu n’a pas été révélé.

Si la Somalie considère encore le Somaliland comme relevant de sa souveraineté, elle n’y exerce plus aucun contrôle depuis 1991, date de l’indépendance autoproclamée du territoire dans un contexte de violence après la chute du régime de Mohamed Siad Barre. Depuis lors, le gouvernement de Hargeisa, la « capitale », cherche à obtenir une reconnaissance internationale en s’appuyant d’abord sur l’histoire : protectorat puis colonie britannique, le Somaliland fut indépendant quelques jours en 1960 avant de fusionner avec la Somalie fraîchement libérée de l’Italie. Il se présente aussi comme une « exception (1) » : plutôt stable, il organise régulièrement des élections pluralistes, même si le pouvoir a tendance à se faire plus autoritaire, réprimant les manifestations d’opposi-

tion. Il met enfin en valeur sa localisation géostratégique, sur le golfe d’Aden. L’établissement de relations officielles avec Tel-Aviv participe de cette stratégie visant à rompre l’isolement diplomatique. Hargeisa a reçu le soutien des cercles conservateurs américains pro-israéliens intéressés par la situation géographique du Somaliland, notamment pour contrer l’influence régionale chinoise. Le sénateur républicain Ted Cruz et le chrétien évangélique Mike Evans (proche de M. Netanyahu et fondateur du Musée des amis de Sion à Jérusalem) appellent ouvertement le président américain Donald Trump à reconnaître le pays (2), que M. Evans qualifie d’« *Israël de l’Afrique* ». Pour séduire les États-Unis, le prédécesseur d’« Irro », M. Muse Bihi Abdi (2017-2024), avait noué des relations diplomatiques avec Taïwan, à rebours du reste du continent africain.

Toutefois, même si M. Trump vilipende la Somalie, qu’il a qualifiée, le 2 décembre dernier, de « trou à rats » qui « ne vaut rien », et si l’ambassade drice adjointe des États-Unis auprès des Nations unies Tammy Bruce invoque le droit de Tel-Aviv à choisir ses alliés, la reconnaissance du Somaliland n’est pas encore à l’ordre du jour à Washington. Dans le reste du monde, le geste d’Israël a surtout déclenché une vague de soutien à la Somalie : de l’Union européenne à la Ligue arabe – dont Mogadiscio est membre –, en passant par l’Union africaine, qui demeure attachée au principe d’intangibilité des frontières adopté par son ancêtre, l’Organisation de l’unité africaine (OUA), en 1964.

S’ériger en « îlot de stabilité »

POUR se justifier, M. Netanyahu met en avant le droit du peuple somalilandais à l’autodétermination, qu’il compare à celui du peuple juif, tout en continuant de nier – évidemment – celui des Palestiniens. En réalité, ce geste fait écho à la doctrine de la périphérie élaborée par David Ben Gourion dès les années 1950 pour sortir le jeune État de l’isolement (3). Avec le Somaliland, Tel-Aviv dispose d’un nouveau partenaire stratégique, à quelques encablures seulement du détroit de Bab Al-Mandeb. Hargeisa pourra l’aider à sécuriser ses intérêts économiques en mer Rouge, fragilisés par les attaques houthistes. À ce stade, les contours des relations bilatérales demeurent toutefois flous, même si Israël prend déjà part à la formation de policiers et de militaires somalilandais.

Avec Israël, les Émirats arabes unis (EAU) sont l’autre acteur régional d’envergure sur lequel compte Hargeisa pour rompre son isolement. Abou Dhabi – allié de Tel-Aviv – a pris l’initiative de ce rapprochement et, depuis 2017, resserre ses liens économiques et commerciaux avec le territoire séparatiste. L’opérateur Dubai Ports World (DP World) gère et rénove le port de Berbera, poumon du Somaliland et point d’accès vers l’Éthiopie enclavée. Les EAU aideraient même Israël à y installer une base militaire.

Plus largement, les EAU développent leur influence dans la Corne de l’Afrique et au-delà dans l’est du continent. Alliés des régimes sud-soudanais, tchadien et

éthiopien, ils tissent leurs réseaux des côtes libyennes aux rivages somaliens, où une filiale de DP World assure l’exploitation du port de Bossasso au Puntland (ou Pount). Sans revendiquer l’indépendance, cette région somalienne reçoit des EAU un appui politique et financier de plus en plus visible. Depuis 2011, Abou Dhabi finance la Puntland Maritime Police Force (PMPF). Les EAU auraient d’ailleurs fait de Bossasso une plate-forme d’acheminement d’armes et de mercenaires colombiens vers le Soudan (4).

Les rapprochements avec Tel-Aviv et Abou Dhabi inquiètent l’Arabie saoudite, qui, de manière plus générale, observe avec méfiance l’essor de l’influence émiratie et israélienne dans la Corne de l’Afrique et sur les rives de la mer Rouge, un espace que le royaume considère comme relevant de sa sécurité nationale. Riyad défend une forme de statu quo politique régional qui repose sur le respect du principe d’intégrité territoriale et la stabilité des structures étatiques. C’est pourquoi il soutient Mogadiscio. À l’inverse, les EAU encouragent – y compris militairement (5) – des acteurs locaux tantôt étatiques, tantôt paraétatiques, parfois autonomistes, voire sécessionnistes comme l’Armée nationale libyenne de M. Khalifa Haftar, les Forces de soutien rapide au Soudan, le Somaliland, et les provinces autonomistes somaliennes du Puntland (nord-est) et du Jubaland (au sud). Cette politique a considérablement tendu leurs relations avec Mogadiscio. Plusieurs crises diplomatiques ont éclaté entre les deux capitales : en janvier dernier, le président somalien Hassan Cheikh Mohamoud a dénoncé tous les accords de défense et de sécurité passés

avec Abou Dhabi, accusé d’avoir facilité le rapprochement spectaculaire de Hargeisa avec Tel-Aviv.

S’il est difficile de dégager des initiatives émiraties une doctrine coh

PLUS DE CINQUANTE SITES DE PRODUCTION DE LANCEURS DANS UN SEUL PAYS

Pékin à la conquête de l'espace

La Chine a annoncé son intention d'envoyer des taïkonautes sur la Lune avant 2030. Les États-Unis ont fait savoir que leurs astronautes seraient « sur place pour les accueillir ». Le développement d'un secteur spatial chinois compétitif est perçu comme une menace existentielle par Washington. Son essor n'a toutefois rien eu d'un long fleuve tranquille.

PAR LUCIE SÉNÉCHAL-PERROUAULT *

LE 3 décembre 2025, la salle de contrôle du centre de lancement spatial de Jiuquan, dans le désert de Gobi, est secouée d'un tonnerre d'applaudissements. Une bannière rouge s'affiche sur un écran géant : « Chaleureuses félicitations à LandSpace », dont le nouveau lanceur Zhuque-3 vient de mettre sa charge utile en orbite. Pour la séquence de récupération, l'air se fige : le signal d'une combustion anormale s'est allumé. Le premier étage de la fusée achève sa course dans un nuage de flammes et de fumée, puis s'écrase à quarante mètres de la cible. Dans un communiqué au ton optimiste sur son compte officiel WeChat, l'entreprise célèbre les avancées technologiques que le vol a permis de tester : neuf moteurs fonctionnant de concert, séparation des étages pneumatique sans explosif, réservoirs en acier inoxydable soudés au laser. Une prouesse.

En France, les médias spécialisés ont couvert cet essai sous l'angle de la compétition engagée avec SpaceX : une attitude représentative du traitement médiatique des activités spatiales chinoises. Une recherche sur le site d'entreprise concernant l'année écoulée révèle que dix-huit des trente-sept résultats pour les mots-clés « spatial » et « Chine » dans les principaux médias mettent en exergue une rivalité sino-américaine ou une menace militaire spatiale venue de Pékin. On citera les titres suivants : « En Argentine, la station spatiale chinoise qui alarme les États-Unis » (*Les Échos*, 18 août 2025) ; « La Chine va-t-elle bientôt contrôler l'espace ? » (*Science & Vie*, 17 mars 2025) ; « Faire émerger un SpaceX chinois : la Chine défie les États-Unis dans le spatial et accélère sa montée en puissance » (*Le Figaro*, 29 septembre 2025).

Le récit d'une « menace spatiale chinoise » est particulièrement prégnant dans les milieux politiques américains. Une commission du Congrès des États-Unis estimait ainsi l'an dernier que « la Chine bâtit une immense capacité industrielle pour dominer l'espace » et pour « scinder le monde en deux sphères, la leur et la nôtre » (1). Ce prisme de lecture monte en puissance au début des années 2000, au lendemain de la parution du rapport de la commission Rumsfeld, qui prophétisait le risque d'un « *Pearl Harbor spatial* (2) ». Il est par la suite relayé dans des documents stratégiques officiels avant de percoler jusque dans les grands médias, y compris en Europe, où le manque d'accès direct aux sources

chinoises favorise la circulation des cadres interprétatifs américains.

Ce récit a pourtant été largement étudié, critiqué et déconstruit dans la littérature universitaire. Dans le cas du spatial commercial, des rapports d'expertise ont ainsi remis en question les « *récits dominants présentant le spatial commercial chinois comme un secteur doté de ressources financières illimitées, placé sous contrôle direct de l'État et guidé par une vision à long terme* » (3), qui occultent notamment la diversité des acteurs aux relations complexes, parfois frictionnelles, qui le composent. Dans le cas de LandSpace, l'enjeu de la course aux lanceurs réutilisables est avant tout national : l'essai presque concluant de Zhuque-3 a contribué à positionner l'entreprise en tête parmi des dizaines de compétiteurs en lice. C'est finalement le LM12B, développé au sein du système d'État, qui a effectué la première récupération chinoise réussie d'un étage d'une fusée, le 10 juillet 2026. LandSpace parviendra à ses fins le 19 août.

Selon l'historiographie officielle, le programme spatial chinois naît en 1956 dans le cadre du développement d'armes stratégiques « Deux bombes, un satellite » voulu par Mao Zedong. Ce programme secret conduit à la mise au point de la bombe A, de la bombe H et du premier des lanceurs Longue Marche. Celui-ci place en orbite le satellite Dong Fang Hong 1 (« l'Orient rouge »), le 24 avril 1970, faisant de la Chine la cinquième nation spatiale. Le programme est ralenti au cours de la Révolution culturelle, mais ne disparaît pas.

À la mort de Mao, en 1976, la poursuite d'un programme spatial ne s'impose pas comme une évidence. Les priorités du pays sont réorientées au cours de la période de la « réforme et ouverture » qui débute alors sous Deng Xiaoping : de l'industrie lourde et militaire vers le développement économique civil, notamment par le secteur de l'industrie légère, à destination de l'exportation. À cette époque, les services de lancement des Longue Marche entrent sur le marché international. Mais cette « commercialisation » n'implique pas l'apparition d'un secteur privé. En effet, le phénomène repose dans un premier temps sur des entreprises d'État, au premier rang desquelles la China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) et la China Aerospace Industry Corporation (Casic), aussi dites « traditionnelles », chargées de se positionner sur le marché international des lancements.

Coordination « à huis clos »

À PARTIR de 2014, en revanche, les textes officiels appellent à une transformation d'un autre ordre : il s'agit de promouvoir la diversification des acteurs, en intégrant entre autres des entreprises privées et les acteurs du capital-risque. Le spatial commercial chinois peut être compris comme la déclinaison d'un phénomène initialement nord-américain, puis international : le New Space. Identifié et diffusé à partir des années 2010, ce terme désigne l'arrivée de nouveaux entrepreneurs et investisseurs privés. Symbole de cette dynamique, l'entreprise SpaceX, fondée par M. Elon Musk.

En Chine, le champ d'activité du spatial commercial est initialement restreint dans les textes à l'« infrastructure spatiale », c'est-à-dire la fourniture de produits et de services d'observation, la télécommunication et le géopositionnement, en marge des programmes nationaux. Plus qu'un projet planifié au niveau central, il s'agit au départ d'une expérimentation contrôlée de nouvelles formes d'ouverture du secteur. Un projet de nature économique plutôt que stratégique.

C'est ainsi que voient le jour des start-up – telles qu'Ada Space, qui s'est récemment illustrée en déployant des centres de données d'intelligence artificielle en orbite, ou Galaxy Space –



LI WEI. – « Chinese People Can Fly » (Les Chinois peuvent voler), 2021

et des filiales spécialisées en Internet des objets au sein des grands groupes, telles que Commsat et Guodian Gaoke. À ces deux catégories s'ajoutent des entreprises mixtes, issues notamment de laboratoires de l'Académie chinoise des sciences (CAS) et cofinancées par d'autres sources de capital, comme Chang Guang Satellite Technology (CGSTL). Enfin, certaines grandes entreprises privées déjà bien établies diversifient leurs activités vers

DANS LE SUD DE LA FRANCE, DES VIGNERONS CHASSÉS PAR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le vin du septentrion

Au XIX^e siècle, l'épidémie de phylloxéra a provoqué l'arrachage massif des pieds de vigne français. Un siècle et demi plus tard, le changement climatique produit un bouleversement semblable. Mais il déracine également les viticulteurs, en les obligeant à quitter les terroirs qu'ils ont façonnés. Et à recommencer de zéro, plus au nord.

PAR JULIE REUX *

UNE montagne de pieds de vigne tout juste arrachés trône en bas du village de Latour-de-France. Un tas parmi d'autres dans le Roussillon. Il y a encore trente ans, le département des Pyrénées-Orientales, l'un des plus pauvres de France, comptait cinquante mille hectares de vignes. Début 2026, il en restait treize mille. Deux mille autres doivent disparaître dans les prochains mois, sans aucune stratégie pour les terres abandonnées.

L'ambiance de sauve-qui-peut ne règne pas que dans le Roussillon. Entre 2023 et 2025, les surfaces viticoles françaises ont fondu de 6 % à la suite d'une crise mondiale de surproduction. Bordeaux avait déjà divisé par trois sa quantité de vin rouge produite entre 2016 et 2024. La consommation, en baisse continue depuis les années 1950, devient marginale : seul un Français sur dix boit désormais du vin quotidiennement. Et la moitié ont plus de 55 ans...

« On plante pour dans cent ans »

L'EAU est tombée pendant l'hiver 2025... mais une étude de 2024 prévient : 90 % des zones côtières de basse altitude d'Espagne, de Grèce et d'Italie ne seraient plus en capacité de faire du vin de qualité, avec des rendements économiquement viables, si le réchauffement global dépasse les 2 °C (1). On s'en approche.

* Journaliste, créatrice de la revue *Vinofutur*.

Le changement climatique complique encore la donne, en renchérissant les coûts de production, notamment pour les vignes du Sud, aux avant-postes du dérèglement. De 2021 à 2025, il n'a pratiquement pas plu dans les Pyrénées-Orientales. Avec 210 millimètres de précipitations en 2023, le département figurait dans la catégorie climatique « semi-aride ». Après le répit de 2025, un record de sécheresse a été battu en juillet (moins de 1 millimètre), et les restrictions ont ravivé le souvenir encore vif des villages ravitaillés en eau par camions-citernes en 2023 et 2024. Les pieds de vigne meurent de soif, un comble quand on se souvient que la plante a été sélectionnée pour sa sobriété. Au pire de la sécheresse, des cuves de béton de la coopérative d'Estagel, conçues afin d'abriter le muscat de Rivesaltes mais vides désormais, ont servi de réserves d'eau pour les pompiers. Car, aujourd'hui, été rime avec incendies géants : début juillet, le feu de Trévilach a emporté près de cinq mille hectares ; l'année précédente, quinze mille hectares avaient brûlé dans les Corbières.

« Ces conditions extrêmes, c'est le challenge qu'on a choisi », expliquent M^{me} Carmen Etcheverry et M. Martin Ballot, vignerons à Latour-de-France, au nord-ouest de Perpignan. *On savait exactement où on mettait les pieds. On sait aussi qu'il est possible qu'on soit les derniers.* » En 2020, le couple a décidé de relever le défi en créant le domaine Etxe. Un retour aux sources pour ces tren-

tenaires : les deux hectares et demi de vignoble de coteaux étaient jusqu'alors cultivés par Cécilia, la mère de Carmen, décédée en 2022 du Covid-19. En 2025, le couple leur a ajouté deux hectares de vignes d'un coopérateur en fin de carrière.

Diplômés de l'École nationale supérieure d'agronomie de Toulouse (Ensat), ils ont imaginé en s'installant un modèle plutôt radical de diversification, avec six « ateliers » : vigne et vin nature, bière, miel, arbres fruitiers et oliviers, plantes aromatiques et médicinales. Le tout avec des investissements réduits, faute de moyens mais aussi pour éviter de s'endetter dès le départ.

Six ans après, deux ateliers seulement fonctionnent, le vin et la bière ; et, côté commercialisation, les ventes de vin n'atteignent pas le niveau attendu, crise oblige. *« Nos abeilles sont mortes de soif pendant les vendanges. On a mis le projet en pause. Le reste n'en est qu'au stade d'idée »,* résume M. Ballot. Le couple vit sur le salaire de M^{me} Etcheverry, employée à mi-temps dans une entreprise viticole près de Montpellier. Échec ? *« Ça va prendre plus de temps que prévu, concède M. Ballot. Mais la sécheresse nous conforte dans notre stratégie de diversification. Déjà, on est toujours là. Et ça tient parce qu'on a tout pensé en fonction de ces conditions extrêmes, en limitant au maximum les charges. »*

Autre pilier de leur modèle : le collectif. Latour-de-France a attiré beaucoup de néo-vignerons dans les années 2000. Ils ont créé une émulation qui perdure et mis en place des outils collectifs, comme une coopérative d'utilisation des matériels agricoles viticoles. *« On partage le pressoir et tout notre matériel de vinification avec sept autres vignerons nature de Latour. C'est moins cher et on n'est jamais seuls. »*

ALERTE SUR L'AGRICULTURE MONDIALE

La faim qui vient

(Suite de la première page.)

La Tamise ainsi que le Pô affichaient les débits les plus faibles « pour un mois de juillet en trente-quatre ans de mesures », selon l'observatoire européen du changement climatique Copernicus (2). En France, une Seine « sous perfusion » doit désormais « la moitié de son débit » aux lacs-réservoirs installés en amont du fleuve et de ses affluents, en Champagne et en Bourgogne (3). Quarante pour cent des petits cours d'eau surveillés subissent des ruptures d'écoulement et 92 départements ont édicté des restrictions sur l'usage de l'« or bleu ». Son cycle est perturbé par l'artificialisation des sols et des pratiques agricoles qui favorisent le ruissellement et compliquent le rechargement des nappes phréatiques.

L'impact sur les cultures s'avère d'ores et déjà dramatique. Le service des statistiques du ministère de l'agriculture français chiffre la baisse de la récolte de maïs à 35 % en 2026, soit le volume le plus bas enregistré depuis 1980 (4). « Il y a un risque de pénurie dans les rayons de certaines espèces », explique M. Cyril Pogu, coprésident de la fédération Légumes de France. On a des pertes très importantes qui vont jusqu'à 100 % sur les salades, brocolis, poireaux ou encore les choux et les radis (5)... » En Belgique, « on parle facilement de 10 à 30 % de baisse de rendement » dans les céréales, estime M. Guillaume Van Binst, secrétaire général de la Fédération des jeunes agriculteurs (6). Même constat chez les cultivateurs britanniques.

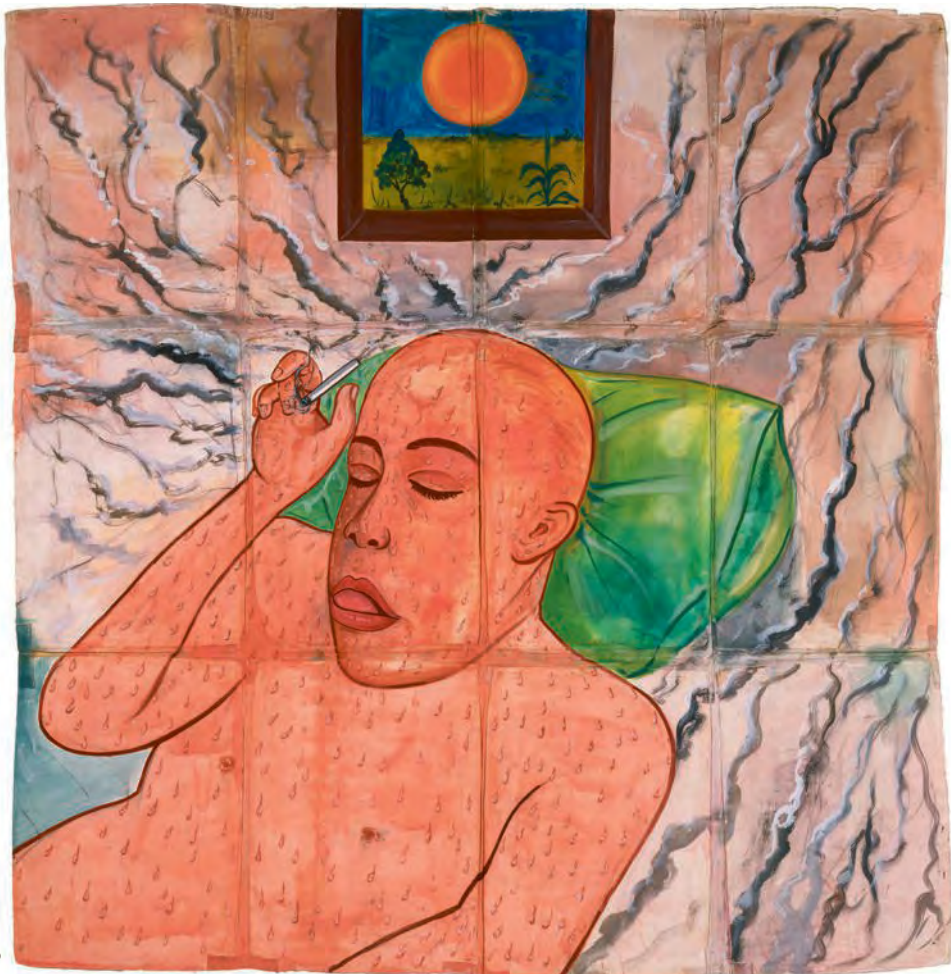
En matière d'approvisionnement alimentaire mondial, ce tableau vient noircir un horizon déjà assombri par le conflit russo-ukrainien (7) ainsi que par la guerre israélo-américaine contre l'Iran. Comme le soulignait un rapport du Parlement européen de 2022 (8), l'Ukraine fournissait avant la guerre près de la moitié des céréales et un quart de la volaille importés en Europe. Ensemble, la Russie et l'Ukraine comptaient pour 30 % des exportations de blé et environ le même pourcentage des exportations d'orge. Or Moscou frappe les navires ukrainiens et impose un blocus de ses ports en mer Noire, par où transitaient 90 % de ses exportations agricoles. Kiev n'est pas en reste, attaquant les ports russes et leurs silos à grains (9). Les flux de céréales en sont gravement perturbés.

Tout comme, dans le golfe Arabo-Persique, la circulation des matières premières essentielles à la fabrication des engrais. À la suite des bombarde-

ments américains contre l'Iran et de la fermeture du détroit d'Ormuz, les installations de production endommagées ou rendues inactives ont provoqué des pénuries d'intrants-clés, faisant grimper les prix et ralentissant la production à l'échelle planétaire. Dès mars 2026, avant même que l'hémisphère Nord ne commence à cuire, l'économiste en chef de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Máximo Torero, avertissait que la guerre en Iran était « en train de déclencher l'un des plus douloureux chocs portés au flux global des marchandises ces dernières années avec, par voie de conséquence, des implications préoccupantes pour la sécurité alimentaire, la production agricole et les marchés mondiaux (10) ».

Outre l'urée, engrais azoté dont l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et Bahreïn fournissent collectivement plus d'un tiers des exportations mondiales, la région du Golfe assure près de la moitié du commerce international de soufre. The Mosaic Company, un géant agricole américain, a récemment cité la flambée des coûts de cette dernière ressource comme la principale raison de sa décision de réduire la production d'engrais phosphatés dans ses usines aux États-Unis et au Brésil (11). Le phosphate naturel des mines du Maroc, par exemple, ne devient superphosphate – un engrais de valeur – qu'après avoir été traité par l'acide sulfurique. Pour Torero, la fermeture du détroit d'Ormuz ne constitue « pas uniquement un choc énergétique, mais un choc systémique qui affecte l'ensemble du tissu agricole mondial (12) ».

L'ensemble de ces dysfonctionnements économiques ne manquera pas de se répercuter sur les rendements agricoles, notamment celui des céréales exigeantes en engrais. Ce qui affectera le blé en Égypte, le riz en Inde, ainsi que les pays agricoles exportateurs comme le Brésil ou les États subsahariens – Somalie, Tanzanie, Mozambique, Kenya... – fortement dépendants des importations pour les engrais. La FAO considère l'Asie du Sud comme une région confrontée à un « risque extrême (13) ». Les agriculteurs de pays tels que le Pakistan et le Bangladesh – incapables de surenchérir sur les nations plus riches – ont été contraints de planter dans des sols appauvris. Les petits agriculteurs africains, qui produisent 70 % de l'alimentation de l'Afrique subsaharienne, sont également en danger, selon la Banque africaine de développement (BAD) (14).



FRANCESCO CLEMENTE. – « Été », 1980

Preuve de la gravité de la crise des engrais, la Chine en a limité ses exportations et les céréaliers australiens ont réduit les emblavures (les surfaces cultivées). Quant aux agriculteurs américains de maïs et de soja, ils appellent à l'aide le président Donald Trump (15). Cette pression a poussé l'administration américaine à lever les sanctions

Dans le Pacifique sud, un combat

« **S**i nous sauvons le Pacifique, nous sauverons le monde », déclare M. António Guterres aux Tonga, le 25 août 2024. Parce qu’ils désignent les archipels océaniques comme des sentinelles du désastre à venir, les propos du secrétaire général de l’Organisation des Nations unies (ONU) devant le Forum des îles du Pacifique revêtent des accents prophétiques. Mais ils suggèrent aussi que le salut viendra des puissants, en particulier des puissances industrielles ; comme si les Océaniens, autrefois sous le joug des empires français, britannique ou américain, restaient condamnés au rôle de victimes. Il y a longtemps pourtant que les insulaires ne vivent plus dans l’attente d’une prise de conscience internationale. Le Pacifique est devenu un laboratoire où s’imaginent de nouvelles manières de penser et d’exercer la justice climatique.

Ses petits États insulaires figurent parmi les plus faibles contributeurs aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (environ 0,03 %)(1), principale cause du dérèglement climatique mondial qui entraîne notamment une inexorable montée du niveau des océans et une intensification des catastrophes environnementales. Pourtant ce sont eux qui en subissent les conséquences les plus brutales : cyclones de plus en plus violents et fréquents, épisodes de sécheresse prolongés, crues subites, cycle des saisons perturbé, salinisation des terres, érosion des littoraux et destruction des écosystèmes coralliens. Autant de phénomènes qui affectent directement l’habitat, les récoltes, l’accès à l’eau et les ressources économiques.

Cette injustice structurelle nourrit une colère profonde. Comment en effet accepter que des populations dont le mode de vie reste largement fondé sur l’agriculture vivrière et des formes de sobriété héritées de siècles d’adaptation écologique soient les premières victimes d’un système industriel construit ailleurs ? Comment admettre que les habitants des Samoa, de Vanuatu, des Fidji ou des Kiribati paient le prix d’une prospérité dont ils n’ont jamais bénéficié ? Ces questions interrogent les fondements mêmes de l’ordre international et de la justice.

Ce constat d’un dérèglement majeur se vérifie un peu partout dans le Pacifique. M. Naulas Iwai, dont la famille vit dans le quartier populaire de Blacksands à Port-Vila (capitale de Vanuatu), nous avait prévenus avant même notre arrivée : « *Tu verras, ce n’est plus comme avant, on ne peut plus compter sur les jardins pour vivre et gagner de quoi payer l’école aux enfants.* » En 2023, trois puissants cyclones (Judy, Kevin et Lola) ont traversé l’archipel, détruit à chaque fois les habitations et les écoles à peine reconstruites, ruiné les récoltes à venir en éliminant notamment tous les fruits (papayes, mangues, avocats, bananes, fruits à pain) qui ne résistent pas à de tels vents.

Les catastrophes dites naturelles ne sont pourtant ni inconnues ni récentes dans cette région tropicale, marquée du reste par une forte activité volcanique et tellurique. À première vue, Vanuatu, très vert, reste un « paradis » où tout semble pousser sans effort. Mais l’intensité et la récurrence des événements climatiques constituent désormais un fléau quasi insurmontable pour les habitants de l’Océanie et leurs gouvernants. Autrefois, les tempêtes tropicales de très forte intensité survenaient plutôt une fois par décennie, et leur nom comme leur année de passage restaient gravés dans les mémoires (Uma en 1987, Béti en 1996). La situation a changé depuis le passage du mégacyclone Pam en 2015, le plus fort alors jamais enregistré dans le monde.

« Les faits sont connus depuis longtemps »

M. Iwai est actuellement employé à Te Puke, la « capitale mondiale du kiwi », en Nouvelle-Zélande, l’un des plus grands exportateurs de produits frais. C’est la troisième fois qu’il part ainsi avec d’autres membres de sa famille pour travailler dans la viticulture ou le maraîchage. L’argent gagné devrait servir à monter un petit *bisnis* (« business ») : acquérir un véhicule pour faire du transport, ou acheter un petit terrain afin de sécuriser sa famille, originaire de l’île de Tanna dans le sud de l’archipel, où l’activité permanente du volcan Yasur rend la vie difficile. Mais, à chaque fois qu’il rentre à Vanuatu, après des séjours de huit mois, l’essentiel de ce qu’il a pu économiser passe dans l’achat de feuilles de tôle ondulée à la suite d’une nouvelle tempête, pour ceux – et surtout celles – de sa communauté restés au pays, attendant l’envoi des *remittances*. Les éco-

nomies du Pacifique dépendent très fortement de ces transferts de fonds qui font les beaux jours de Western Union.

La crise climatique a donc également des effets destructeurs sur le moral des populations : outre les récoltes régulièrement ravagées, les cimetières submergés par la montée des eaux, des villages entiers doivent être déplacés ; une immense fatigue s’installe devant la nécessité de reconstruire en permanence l’habitat. Comment, en effet, bâtir sa maison ou envisager l’avenir d’un pays lorsque la vulnérabilité et l’incertitude inhérentes à la vie dans les zones tropicales deviennent la norme ?

Certes, dans ce continent peu peuplé (environ quinze millions d’habitants, hors Australie et Nouvelle-Zélande), mais dont la surface couvre un tiers de la surface du globe, les drames humains peuvent paraître moins extrêmes qu’en Afrique subsaharienne, où la crise climatique entraîne le déplacement forcé de millions de personnes déjà menacées par les épidémies, l’instabilité politique et les conflits armés. Mais ce dérèglement représente également un danger existentiel pour les États et les populations du Pacifique. Face au risque de submersion totale d’ici à la fin du siècle, les Kiribati et Tuvalu ont entrepris des démarches juridiques pour négocier le maintien de leur souveraineté en cas de disparition physique de leur territoire. Une hypothèse tout à fait inédite dans l’histoire de l’humanité, et qu’on pensait jusqu’ici réservée aux chimères de l’Atlantide.

Deux grands enjeux s’imposent. D’abord, au niveau global, comment faire reconnaître la responsabilité des États de l’hémisphère Nord (producteurs de 92 % des émissions de gaz à effet de serre) dans les événements climatiques qui frappent presque incessamment le Pacifique, et dont les causes – et les responsables – sont depuis longtemps identifiées ? Ensuite, comment maintenir des modes de vie principalement fondés sur l’autosubsistance, qui permettent aux populations locales de ne pas connaître de famines, et qui nuisent beaucoup moins à l’environnement que les économies fondées sur les énergies fossiles ?

Depuis quelques années, les États indépendants du Pacifique sud ont entrepris un long combat juridique. En mai dernier, il a abouti au vote d’une résolution de l’Assemblée générale de l’ONU qui reconnaît la responsabilité juridique des États en matière climatique. Bien que « non contraignant », le texte constitue un tournant historique et un exploit diplomatique, quand on sait qu’il a été surtout porté par la République de Vanuatu, un archipel peuplé de 330 000 habitants considéré comme le pays le plus vulnérable

LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS POLLUEURS

pionnier pour la justice climatique

une épidémie de cancers et des déchets radioactifs dont les conséquences se feront sentir encore pendant des milliers d’années(3).

Les luttes anticoloniales ont depuis longtemps fait du respect de l’environnement une question centrale en Océanie, de Pouvanaa a Oopa, député polynésien arrêté en 1958 et déporté en métropole pour s’être opposé à l’installation du centre d’expérimentation nucléaire du Pacifique (CEP), à ratu (« chef ») Kamisese Mara, premier ministre des Fidji qui défendait en 1970 devant l’ONU la *Pacific Way* (la « voie océanienne ») : « *Le véritable progrès exige de solides valeurs morales et spirituelles plutôt que le seul développement économique.* » Le leader kanak Jean-Marie Tjibaou en avait lui aussi fait un axe central de son combat politique, inspiré par l’expérience des pays voisins qui, comme Vanuatu et les Salomon, venaient d’accéder à l’indépendance et prônaient une forme de « socialisme mélanésien », égalitaire et respectueux de l’environnement. Pour les militants d’aujourd’hui, comme pour leurs aînés, les atteintes à l’environnement perpétuent une forme de prédation qui est à l’origine même de la colonisation.

En 2014, lors d’un sommet sur le climat de l’ONU, la poétesse Kathy Jetnil-Kijiner, originaire des îles Marshall – un territoire non autonome sous contrôle américain –, décrivait le changement climatique comme un phénomène qui n’a rien d’inédit, mais au contraire comme un nouvel épisode d’une longue « *histoire de violence* » dans

l’économie vivrière comme de la vente d’une partie de sa production agricole (notamment le coprah, chair séchée de la noix de coco dont on extrait l’huile). Horticulteurs, ils ont développé des techniques de conservation des aliments, appris à diversifier les cultures en sélectionnant des variétés de plantes comestibles tour à tour adaptées aux sécheresses ou à de trop fortes pluies. Autant de savoirs accumulés au cours des siècles par des sociétés habituées à vivre avec les catastrophes naturelles.

Ces pratiques, longtemps considérées comme un frein au développement économique, apparaissent désormais comme des ressources précieuses. Elles ont même valu à Vanuatu d’être élu « *pays le plus heureux du monde* » par le Happy Planet Index qui classe les nations selon leur degré de « bien-être durable »(5). Garantes de leur indépendance alimentaire, remarquables par leur capacité à maintenir la cohésion sociale tout en préservant l’environnement, les pratiques d’autosubsistance sont aujourd’hui hissées au rang d’exemple par l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et certaines ONG.

Cependant, la promotion de la résilience comme une solution miracle témoigne au mieux d’une certaine naïveté, car cette notion fourre-tout « *érige ses victimes en cogestionnaires de la dévastation* », sommées d’agir pour se sauver elles-mêmes(6). Imaginer que l’Océanie pourrait s’en sortir par ses propres moyens, c’est oublier un peu vite que ces modes de vie ancestraux, déjà bouleversés par deux siècles de colonisation brutale, sont également mis en péril par le dérèglement climatique.

gagne cependant du terrain, en même temps que l’alimentation transformée, importée et de qualité médiocre. Le Pacifique connaît aujourd’hui des taux record de diabète et d’obésité. En 2012, de guerre lasse, Vanuatu a fini par intégrer l’Organisation mondiale du commerce (OMC). Les pressions internationales continuent pour que le pays renonce au régime très particulier de ses « terres coutumières », inaccessibles, qui protègent les populations autochtones d’une plus grande précarité.

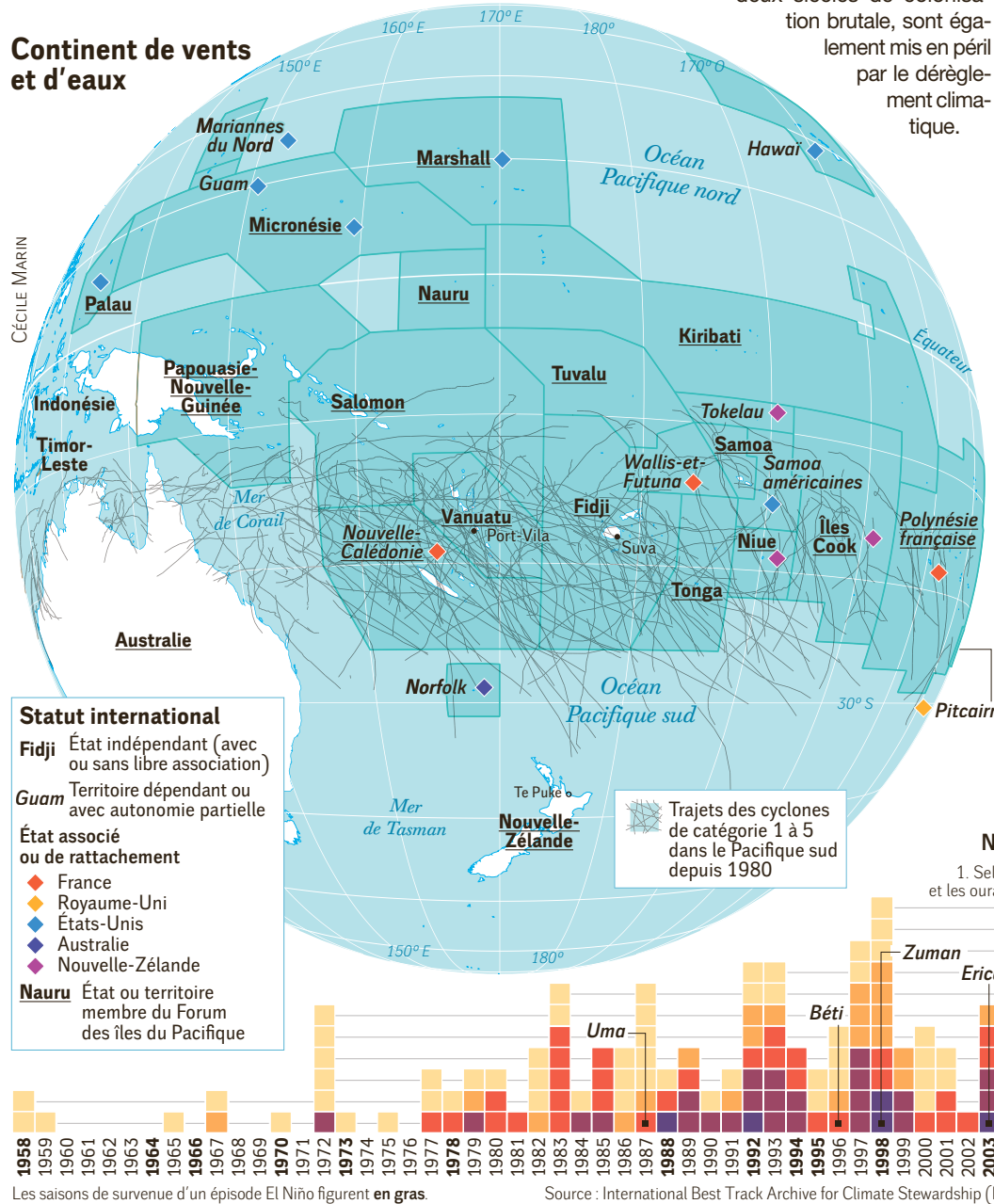
Par ailleurs, le développement économique, très largement dicté et financé par les puissances extérieures, profite encore essentiellement aux expatriés, qui possèdent la plupart des complexes touristiques et des grandes entreprises de distribution et de construction. Devant la précarité des emplois offerts par l’industrie touristique, de plus en plus fragilisée par les aléas climatiques, les migrations saisonnières se sont accrues.

Dans certains quartiers populaires autour de Port-Vila, une grande partie des adultes, et en particulier les hommes, sont absents. La majorité d’entre eux travaillent, comme M. Iwai, dans des grandes fermes de Nouvelle-Zélande ou d’Australie pendant plusieurs mois, attirés par les meilleurs salaires de ces pays qui manquent de main-d’œuvre. Souvent présentées comme une conséquence du capitalisme global, ces migrations saisonnières résultent aussi en partie du changement climatique. Réponse à la dégradation des conditions locales de production, elles relèvent à ce titre de cette fameuse « résilience » des populations face à l’adversité.

Le dérèglement climatique ne se manifeste pas uniquement sous la forme de catastrophes ponctuelles. Il transforme également les trajectoires économiques et sociales des populations. Il modifie les aspirations individuelles, les structures familiales et les visions de l’avenir. Début juillet, à Blacksands, la famille Iwai a organisé une grande cérémonie coutumière pour célébrer la circoncision d’un enfant, et surtout l’alliance entre deux familles, qu’elle symbolise. Une grande part de l’argent des *remittances* est ainsi investie dans des cérémonies au cours desquelles on échange des nattes, de la nourriture... À ces occasions, discours forts et danses viennent sceller une cohésion sociale dans un monde où plus

Qui émet le plus de CO₂ ? Aujourd’hui, aucun doute : la Chine, qui, seule, est responsable d’un tiers du total annuel. Mesurer les émissions cumulées depuis 1850 conduit toutefois à un tableau différent, où le Vieux Continent apparaît comme le principal responsable des émissions de dioxyde de carbone. L’Océanie ne compte que pour 0,1 % du total, mais se trouve en première ligne face aux dégâts engendrés par le réchauffement climatique : montée des eaux et cyclones, dont la puissance va croissant au fil des ans.

Continent de vents et d’eaux



LA DROITE AMÉRICAINE EN DANGER ?

Donald Trump contre le péril rouge

(Suite de la première page.)

Des terroristes communistes, aux États-Unis ? Oui, c’est même le grand thème de mobilisation du Parti républicain. L’assassinat en décembre 2024 du patron d’une compagnie d’assurances, celui en septembre 2025 de l’influenceur d’extrême droite Charlie Kirk, l’élection-surprise deux mois plus tard d’un socialiste, M. Zohran Mamdani, à la mairie de New York : ces événements disparates n’annoncent a priori ni la destruction de Wall Street ni un remake de la prise du Palais d’hiver. Mais, au pays du maccarthysme et des amalgames les plus farfelus, leur succession crée un climat. Et la matière pour animer une campagne.

M. Stephen Miller avait donné le ton lors des obsèques de Kirk. Plutôt que de chercher à réunir le pays dans le rejet d’un assassinat politique, le conseiller spécial du président des États-Unis s’empara du drame pour mieux diaboliser les adversaires de M. Trump. Et leur signifier qu’ils avaient « réveillé le dragon » ultraconservateur. Violent, haineux, glaçant, son discours d’hommage a d’autant plus détonné que celui de la veuve de la victime citait l’Évangile et les mots de Jésus sur la Croix : « Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu’ils font. » Concernant l’assassin de son mari, M^{me} Erika Kirk avait même ajouté : « Cet homme, ce jeune homme, je lui pardonne. »

Architecte de la politique d’immigration de M. Trump, M. Miller, lui, ignore la miséricorde. Ses discours reprennent la rhétorique fasciste à tel point que ses adversaires suggèrent facétieusement qu’ils sont traduits de l’allemand. Lorsqu’il prit la parole devant un stade d’Arizona comble et les dirigeants du pays venus pour l’hommage – président, vice-président, secrétaire d’État, etc. –, M. Miller ne retint pas ses coups : « *Nous sommes l’orage. Nos ennemis ne peuvent pas comprendre notre force, notre détermination, notre résolution, notre passion. (...) La lumière aura raison des ténèbres, nous l’emporterons sur les forces du mal. Ils ne peuvent pas imaginer l’armée qui se lève parce que nous défendons ce qui est bon, vertueux et noble. Et vous qui fomentez contre nous la haine, qu’avez-vous ? Vous n’avez rien, vous n’êtes rien. Vous êtes le mal, vous êtes la jalousie, vous êtes la convoitise, vous êtes la haine. Vous n’êtes rien. Vous ne pouvez rien construire, rien produire, rien créer. Nous sommes ceux qui créons, élevons l’humanité. Vous pensiez tuer Charlie Kirk, vous l’avez rendu immortel. (...) Nous sommes du côté de Dieu. À mon ami, à mon frère Charlie, je promets ceci : nous allons te rendre fier. Nous allons finir le travail.* » Était-ce là juste une prédication de fondamentaliste exalté ? La suite allait prouver que non.

Six semaines plus tard, la victoire de M. Mamdani démontre l’essor aux États-Unis d’une gauche capable de l’emporter dans la plus grande ville du pays. L’assassinat de Kirk commis par un individu sans affiliation idéologique précise ne se prêtait pas à une utilisation politique évidente. En revanche, le triomphe municipal d’un socialiste déclaré, d’un anti-impérialiste souriant et brillant dans la métropole la plus riche du monde avait une portée singulière. D’autant que plusieurs répliques électorales ont suivi, à New York mais aussi au Michigan, au Colorado, au Minnesota, en Floride, où des candidats aux primaires démocrates l’emportèrent à l’issue d’une campagne mettant en avant le soutien à la Palestine, l’opposition aux *data centers* et l’exigence d’une sécurité sociale médicale. L’ennemi, que M. Miller avait présenté comme incapable de « construire, produire, créer », n’était donc pas un « loup solitaire » et sans avenir, mais une armée de militants de gauche décidés à renverser l’établissement démocrate en faisant battre plusieurs de ses figures de proue. M. Steve Scalise, chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, compara la situation à la « prise de contrôle bolchevique » du parti opposé. Un remake du « Le communisme, voilà l’ennemi ». La suite du film était d’autant plus facile à deviner que chacun aux États-Unis en connaît l’intrigue (1).



© ANDRÉS SERRANO - GALERIE NATHALIE OBADIA, PARIS, BRUXELLES

ANDRÉS SERRANO. – « “Flag Face” Circa 1890 American Flag » (“Visage grîmé” en drapeau américain vers 1890), de la série « Infamous » (Tristement célèbre), 2019

En particulier M. Trump. Le mentor en politique de celui qui n’était alors qu’un jeune promoteur immobilier new-yorkais fut un certain Roy Cohn. Il fit la connaissance du futur président après avoir conseillé le sénateur républicain Joseph McCarthy, célèbre pendant les années 1950 pour sa traque aux « communistes » réels ou imaginaires. Cohn avait été procureur lors du procès qui condamna Ethel et Julius Rosenberg à la chaise électrique. Il enseignera à son jeune disciple les ficelles de la notoriété médiatique, de l’ingratitude et de l’acharnement judiciaire (2).

M. Trump recourt d’autant plus volontiers aux techniques de la chasse aux sorcières que deux de ses prédécesseurs à la Maison Blanche, Richard Nixon et Ronald Reagan

DU JAPON AUX ÉTATS-UNIS, REGAIN DE TENSION SUR LE MARCHÉ DE LA DETTE

La lame du dollar et la plaie monétaire

Washington vole rarement au secours de ses alliés. Contrairement aux apparences, les récentes interventions du Trésor américain pour soutenir le yen ne dérogent pas à cette règle. Loin d'être motivées par une forme d'altruisme, elles répondent aux préoccupations des États-Unis quant au coût de leur endettement. Et renvoient l'Europe au rôle qui lui est si souvent dévolu : celui de dindon de toutes les farces.

PAR **RENAUD LAMBERT, FRÉDÉRIC LEMAIRE ET JULIEN TRÉVISAN ***

Du jamais-vu depuis près de trente ans – et le signal qu'assurément quelque chose ne tourne pas rond dans le système monétaire international (SMI). Le 31 juillet 2026, le Trésor américain est intervenu massivement sur les marchés pour soutenir... le yen japonais. « *L'intervention historique de Washington pour stabiliser le cours d'une monnaie étrangère a choqué les investisseurs* (1) », écrit le *Financial Times* quelques jours plus tard. Pourquoi une telle opération ?

À cette question, deux réponses. La première est conjoncturelle. Depuis quelques années, la valeur du yen ne cesse de reculer. En cause, un écart entre le taux d'intérêt pratiqué par la Banque du Japon (quasi nul) et ceux d'autres capitales, à commencer par Washington (qui affiche une rémunération supérieure à 5 % à l'heure actuelle). Il n'en faut pas plus pour que la finance s'engouffre. Pour les investisseurs, rien de plus facile que d'emprunter dans une monnaie bon marché, de placer la somme obtenue dans une devise mieux rémunérée, avant d'empocher la différence : une stratégie appelée *carry trade*. Le yen étant particulièrement peu coûteux, il jouit depuis longtemps des « faveurs » des spéculateurs, et leurs opérations accentuent la pression à la baisse sur la monnaie japonaise. Progressive, la glissade a renchéri le prix des importations de l'Archipel, en particulier dans le domaine des hydrocarbures.

La hausse du prix du baril de pétrole liée à la guerre en Iran conjuguée au franchissement de la barre des 164 yens pour 1 dollar – un niveau inédit depuis quarante ans – a finalement contraint Tokyo à réagir. L'opération impliquant de racheter sa propre devise pour en soutenir le cours, la Maison Blanche a craint que le Japon ne vende une partie de ses titres de la dette américaine – dont il est



XU ZHEN. – « Ignorant Currency » (Ignorante devise), 2013

le premier détenteur étranger – pour disposer des liquidités nécessaires. Une saignée de ce type aurait à son tour conduit à un renchérissement des taux d'intérêt américains (déjà historiquement hauts), ce que les États-Unis souhaitent à tout prix éviter : le coût de leur endettement à trente ans évolue à des niveaux jamais atteints depuis près de deux décennies (2). Le Trésor américain a donc décidé de racheter lui-même du yen. N'hésitant pas, ce faisant, à faire basculer le monde dans l'incongru.

ragie hors de contrôle. Responsable de la blessure, l'arme a reconfiguré son proche environnement de telle sorte que tout retrait aggrave la situation. Il n'en va pas autrement du dollar dans le SMI.

En dépit de ses défauts, le billet vert demeure le principal pilier du SMI. Et ce pour deux raisons. Tout d'abord, il représente encore environ 57 % des réserves officielles de change mondiales, en déclin modéré depuis une décennie (4). Les banques centrales du monde entier continuent de détenir une partie importante de leur épargne de précaution en bons du Trésor américains, faute d'autre actif offrant un marché aussi profond (capable d'absorber l'ensemble des transactions) et liquide (rassemblant un si grand nombre d'acheteurs et de vendeurs que les opérations s'effectuent rapidement). La seconde raison de l'importance actuelle du dollar est liée au crédit. Celui libellé en dollars aux emprunteurs non bancaires situés hors des États-Unis atteignait 14 300 milliards de dollars fin 2025, en croissance annuelle de 8,5 % – le rythme le plus soutenu depuis le troisième trimestre 2014 (5). Ce stock représente environ 12 % du produit intérieur brut (PIB) nominal mondial.

Le dollar n'est donc pas seulement la monnaie dans laquelle les États placent leurs réserves ; il cimente l'infrastructure invisible sans laquelle une partie décisive de l'activité économique mondiale serait impossible. La nécessité de s'en émanciper implique donc de lui trouver une solution de rechange avantageuse. Beaucoup songent au renminbi chinois, qui, pourtant, ne représente pas, pour l'heure, un candidat sérieux. En effet, pour que la monnaie chinoise puisse remplacer le dollar, il faudrait qu'elle compte sur des marchés de capitaux profonds ; donc que Pékin renonce au contrôle des capitaux sur lequel il s'appuie. Le Parti communiste chinois (PCC) s'y refuse, qui n'ignore pas qu'une telle mesure le soumettrait aux forces de la finance.



© ELIE MONFIER - WWW.ELIEMONFIER.COM

Toutes les images de cette double page sont d'Elie Monferier et proviennent de la série « Sanctuaire », 2022-2024

Lourdes, l'économie du miracle

Un étrange ballet se produit sur l'esplanade de la basilique Notre-Dame-du-Rosaire. Comme chaque soir durant la saison des pèlerinages, de Pâques à la Toussaint, des centaines de personnes brandissent drapeaux et bannières. Ils s'élancent en direction de la porte Saint-Michel, qui jouxte le gave de Pau. Puis remontent vers la basilique de l'Immaculée-Conception, dont le clocher néogothique se dresse face au massif du Béout. Beaucoup portent une bougie, des bénévoles poussent des fauteuils roulants. *Je vous salue Marie* résonne en français, en italien, en anglais ou en arabe, et l'*Ave Maria* en latin quand les flambeaux s'élèvent vers le ciel.

Avec le feu, l'eau et la roche symbolisent Lourdes. L'eau de la grotte réputée miraculeuse, en contrebas de la basilique, que les pèlerins s'appliquent sur le visage ou rapportent dans les bouteilles en forme de Vierge des boutiques de piété; le rocher de la grotte qu'ils caressent tour à tour, au point d'en avoir poli la surface. Des panneaux devant l'excavation commandent le silence, y compris en tamoul, la langue de Marrygeetha(1). Originaire du Sri Lanka et installée en région parisienne, la fervente catholique porte un bindi rouge sur le front. C'est son second pèlerinage. *«J'ai été opérée en 2023 d'un cancer. J'ai prié, et c'est grâce à Marie que j'ai guéri»*, traduit sa fille.

Souvent réfugiés en Europe ou en Amérique du Nord depuis la guerre civile (1983-2009), chrétiens, hindous ou même bouddhistes, les Tamouls viennent nombreux chaque année au sanctuaire. Certains se sont même installés dans la ville des Hautes-Pyrénées (treize mille habitants), à l'image de M. Nadarajah Thevapalan. Il a ouvert en 1995 le tout premier restaurant indo-sri-lankais de la cité mariale. Sur son comptoir trônent des statuettes de Notre-Dame de Lourdes et de l'archange saint Michel. *«Je suis hindouiste mais je vais tout le temps prier à la grotte»*, confie M. Thevapalan, qui aime bénir son restaurant avec l'eau de la source. Pour les Tamouls, l'immersion dans les piscines du sanctuaire évoque le rituel dans le Gange. L'hindouisme confère également à l'eau un caractère sacré.

Si, parmi les pèlerins, les Français, les Italiens et les Espagnols restent les plus représentés, les «marchés» est-européen, américain et asiatique se développent. *«Lourdes, c'est entre cent trente et cent quarante nationalités tous les ans»*, résume M^{me} Francine Giles, directrice de l'office du tourisme. Après la pandémie de Covid-19, et une chute de la fréquentation de 90 % (2), quatre millions de personnes sont venues à Lourdes pour le Jubilé décrété par le pape François en 2025. Le record, neuf millions de visiteurs, avait été atteint en 2008, avec la venue de Benoît XVI. La forme du pèlerinage connaît aussi quelques évolutions. Les voyages organisés, le plus souvent par les diocèses, ne concernent plus qu'un pèlerin sur cinq. La majorité vient à Lourdes seule ou en petit groupe,

Fin septembre, Lourdes sera, avec Paris et Metz, l'une des trois destinations françaises du pape Léon XIV. Malgré les millions de pèlerins qui affluent chaque année du monde entier, près d'un quart de la population demeure sous le seuil de pauvreté, et les saisonniers, aussi précaires qu'oubliés, peinent à se loger.

PAR TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE *

par ses propres moyens. *«Le tourisme s'individualise de plus en plus, c'est vrai aussi pour les pèlerinages»*, relève Marie-Hélène Chevrier, géographe à l'Institut catholique de Paris.

Les finances du sanctuaire ne semblent pas devoir pâtir de cette évolution. La société à responsabilité limitée (SARL) qui gère ses deux mille places d'hébergement, essentiellement destinées aux malades et aux hospitaliers, a réalisé 3,3 millions d'euros de bénéfices en 2023(3). Le directeur général Guillaume de Vulpian a su redresser la barre après une décennie de déficit. *«Même si on a des méthodes d'entreprise, on n'est pas une entreprise comme les autres»*, plaide l'ancien manager de Renault, qui n'a pas hésité à réduire les effectifs. Il a aussi décidé du rachat de la Ciergerie de Lourdes en 2021. Longtemps propriété de la famille de l'ancien ministre et maire de Lourdes Philippe Douste-Blazy, l'entreprise a souffert de la crise sanitaire, mais elle rapporte désormais près de la moitié des recettes du sanctuaire.

En 1858, Lourdes ne comptait que 4 300 âmes. Son château fort, résidence des comtes et comtesses de Bigorre, servait de prison. Enclavé dans les montagnes, le bourg n'était alors qu'un point de passage vers les thermes de Barèges ou de Cauterets. L'emploi se répartissait entre les carrières alentour, l'agriculture et l'artisanat. Le 11 février de cette même année, la fille d'un meunier ruiné descendue chercher du bois mort à la grotte de Massabielle voit une femme vêtue de blanc. Bernadette Soubirous, 14 ans, aura dix-huit apparitions jusqu'au 16 juillet. La Vierge Marie demande notamment la création d'une procession, d'une chapelle, et invite les croyants à boire à la source que Bernadette fait jaillir en creusant de ses propres mains.

Le comité du prodige

De son bureau, la docteure Giada Monami peut observer l’esplanade du sanctuaire. Nommée le 15 avril dernier par l’évêque de Tarbes et Lourdes, la médecin interniste est la première femme à la tête du Bureau des constatations médicales, créé en 1883. Fervente catholique, elle est « *tombée amoureuse* » de Lourdes dès l’enfance. « *Quand nous pratiquons la médecine, c’est vraiment la part objective et rigoureuse que nous appliquons* », assure-t-elle. Elle reçoit les pèlerins qui disent avoir guéri miraculeusement grâce à Notre-Dame de Lourdes et passe leur témoignage au crible des critères établis au ^{xviii}e siècle par le cardinal Prospero Lorenzo Lambertini, futur pape Benoît XIV : la maladie doit être sévère et incurable, la guérison instantanée et durable.

Si le rétablissement paraît inexpliqué, la docteure Monami transmet le dossier au Comité médical international de Lourdes (CMIL), qui rassemble une trentaine de spécialistes de divers domaines. C’est, in fine, le diocèse d’origine de la personne guérie qui peut prononcer le miracle. Sur plus de sept milliers de cas examinés depuis les débuts du bureau, seuls soixante et onze ont été reconnus miraculeux. « *Un miracle, c’est une appellation contrôlée* », résume la sociologue et anthropologue Laetitia Ogorzelec-Guinchard, qui a étudié les guérisons inexpliquées. La procédure de reconnaissance date d’une époque où l’Église catholique cherchait à se défendre face aux courants rationalistes, en particulier face au docteur Jean-Martin Charcot, qui accusait les mystiques et les miraculés d’être des hystériques. Et les meilleures armes qu’elle a pu trouver sont celles de ses adversaires : la science et la médecine.

T. DE R.



Avec 112 hôtels et 8 745 chambres, Lourdes est aujourd’hui la troisième cité hôtelière de France, derrière Paris et Nice. Le parc n’a pourtant cessé de diminuer depuis le pic atteint en 1960 – avec 714 hôtels et pensions (8) – en raison surtout de l’effondrement du modèle des pensions, où les familles lourdaises accueillaien les pèlerins chez elles, en leur préparant les repas. Dans la « ville haute », des enseignes plus ou moins effacées, des rideaux de fer et des volets clos témoignent des fermetures. D’autres établissements ont été rachetés à bas prix par des investisseurs italiens, algériens ou indiens. Dans la « ville basse », de nombreux hôtels rénovés, trois ou quatre étoiles, parsèment la rue de la Grotte, les berges du gave et les abords du sanctuaire, où ils côtoient des magasins de piété comme Padre Pio ou le Palais du rosaire.

Le parc de bâtiments toujours de plus en plus concentré – deux familles détiennent à elles seules une chambre sur cinq, explique le maire de Lourdes – souffre d’un manque d’entretien et d’investissement. Contraints par une clientèle au pouvoir d’achat plus ou moins limité, les prix des hôtels de Lourdes sont parmi les plus bas de France. « *La guerre des prix fait qu’à un moment on n’a plus les moyens d’investir*, analyse Nathalie Jarraud. *Depuis plusieurs années, on se retrouve avec un outil de travail qui n’est plus du tout aux normes actuelles. Il y a encore des hôtels qui ont la salle de bains sur le palier.* »

L’hôtellerie se retrouve du reste en concurrence avec les meublés loués par le biais de plates-formes en ligne. Installée à Tarbes depuis quatre ans, M^{me} Camille Sarreau, agente immobilière, a fondé la Conciergerie pyrénéenne. Sur cent vingt logements gérés, cinquante-cinq sont situés à Lourdes ; parmi eux, d’anciens hôtels ou couvents. Une application automatise arrivées et départs, tandis que des logiciels de *revenue management* déterminent les tarifs, supérieurs à la moyenne hôtelière. « *Beaucoup de propriétaires ne vivent pas en France*, explique M^{me} Sarrau. *Certains n’ont jamais visité physiquement le logement, achètent en visioconférence, et ne verront peut-être jamais leur bien.* »

Pour redynamiser l’activité hôtelière, dont Lourdes semble captive, la mairie et l’office du tourisme misent sur une montée en gamme et une diversification de l’offre. « *Aujourd’hui, nous avons quasiment vingt hôtels quatre étoiles. Il nous en faudrait au minimum trois ou quatre de plus pour répondre à la demande et au besoin* », calcule M. Laurent Ponzo, directeur du développement à l’office du tourisme. De quoi faire grincer des dents l’un des derniers gérants de pension de famille, qui s’apprête à rendre son tablier : « *L’office du tourisme ne veut plus de pensions, parce qu’ils veulent une charte de luxe. Lourdes, ce n’est pas le Club Med. On ne vient pas pour aller à la plage, mais pour prier et aider les malades.* »

première saison, le réfugié politique iranien est le seul saisonnier syndiqué à militer à visage découvert. « *Les gens ne s’affichent pas, de peur de ne pas être rappelés la saison suivante.* » Lui-même a longtemps fait trois services en restauration pour trois cents couverts au quotidien. « *Par définition, le travail saisonnier est précaire et instable* », décrit-il. Ces salariés ne touchent pourtant pas de prime de précarité à la fin de leur contrat. « *Énormément d’heures supplémentaires ne sont pas payées, mais récupérées sans être majorées, alors qu’elles devraient l’être, selon la loi.* »

DES NORMES INADAPTÉES AUX EMPLOIS FÉMININS

Un droit sourd aux maux du travail

Dans les litiges les opposant aux organismes de sécurité sociale, les salariés qui souhaitent voir leur affection reconnue comme maladie professionnelle ou accident du travail sont contraints – mais souvent échouent – à exprimer les souffrances du corps en utilisant les mots du droit. Conçue pour des standards masculins, la législation comporte en outre de nombreux biais de genre.

PAR DELPHINE SERRE *

LE procès contre les dirigeants de France Télécom en 2019, à la suite des suicides de plusieurs salariés, a montré comment l’institution judiciaire peut contribuer au dévoilement des dégâts humains causés par le travail. C’est néanmoins la justice pénale que cette affaire exceptionnelle a placée sur le devant de la scène médiatique, au risque de faire oublier que des juridictions sociales œuvrent au quotidien, dans l’ombre, à l’indemnisation des atteintes à la santé d’origine professionnelle. Quand la Sécurité sociale refuse de reconnaître un accident du travail ou une maladie professionnelle dont un salarié s’estime victime, celui-ci peut en effet engager une procédure auprès du pôle social du tribunal judiciaire pour contester la décision. Certes, ces litiges restent minoritaires : en France, en 2024, 94 % des accidents du travail déclarés à l’assurance-maladie et 65,6 % des maladies professionnelles ont été reconnus (1), et toutes les décisions de refus ne sont pas contestées. Mais leur observation permet de saisir ce qui se joue autour des définitions juridiques.

Les règles de droit, dès lors qu’elles tracent une frontière entre ce qui doit être indemnisé ou non, fonctionnent comme un filtre au moment de leur application. Chaque affaire repose la question des conditions d’accès à la réparation. Comment les juges traitent-ils les demandes de reconnaissance ? Une enquête réalisée dans huit tribunaux entre 2015 et

2021 a permis de recueillir les points de vue des protagonistes et d’analyser les pratiques judiciaires (2). Elle montre qu’il n’y a pas que du droit dans le droit, et éclaire la manière dont les inégalités de classe ainsi que de genre pèsent sur le traitement des dossiers.

Contrairement aux prud’hommes, bien identifiés par les salariés, les pôles sociaux des tribunaux judiciaires – qui ont succédé en 2019 aux tribunaux des affaires de sécurité sociale – sont méconnus du grand public. Chargées de trancher tous les litiges entre des assurés (ou des entreprises) et des organismes de sécurité sociale – Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ou d’assurance-vieillesse (CNAV), assurance-maladie, Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d’allocations familiales (Urssaf)... –, ces cent seize juridiction traitent un contentieux varié.

En matière de santé au travail, ces tribunaux ont joué un rôle décisif en 2002 en établissant la faute inexcusable des employeurs pour des cancers causés par l’amiante, ce qui a permis une meilleure indemnisation des victimes. Ils contribuent également à élargir le champ de la prise en charge quand ils considèrent certains suicides comme des accidents du travail ou, plus récemment, certains cancers du sein comme provoqués par les horaires de nuit. Mais de telles innovations jurisprudentielles ne se situent pas au cœur de leur activité quotidienne.

« Il se passe des choses graves ! »

SOUVENT les juges professionnels qui siègent au sein de ces juridictions sociales n’ont pas choisi leur affectation. Ils n’ont reçu aucune formation spécifique, car le droit de la sécurité sociale reste une matière peu enseignée, et peu valorisée. Ces magistrats exercent en outre dans des tribunaux surchargés. En 2021, le délai moyen de traitement y atteignait 24,1 mois, ce qui excède largement celui valant pour les autres secteurs judiciaires (13,7 mois) (3). La pression de ce contentieux de masse s’observe en audience : le temps consacré à chaque affaire dépasse rarement dix minutes.

Un déséquilibre flagrant caractérise le face-à-face entre justiciables et caisses primaires d’assurance-maladie (CPAM). Dans plus d’un cas sur deux, les requérants – majoritairement des hommes ouvriers et des femmes

employées – viennent seuls au tribunal, sans avocat ni défenseur syndical, alors qu’ils ne maîtrisent ni les procédures ni les règles régissant les interactions à l’audience : ils se lèvent ou parlent à des moments inopportuns, les demandes que le juge leur adresse en langage juridique les déconcertent. Peu comprennent la question « Vous en justifiez ? », qui sollicite la présentation de pièces écrites à l’appui de leurs dires. Ainsi, l’oralité des débats censée faciliter l’accès à la justice devient source de malentendus quand les requérants s’en remettent à leur bonne foi pour obtenir gain de cause.

La demande de reconnaissance de leur accident du travail ou de leur maladie professionnelle comporte un enjeu financier. La prise en charge donne droit à une rente à vie en cas de séquelles graves, mais, eu égard à son montant forfaitaire et peu élevé, c’est plus souvent une autre dimension, symbolique,



qui motive la demande. Il s’agit avant tout de dénoncer des situations dangereuses pour protéger le collectif de travail. Une caissière, victime d’un syndrome anxio-dépressif à la suite d’une altercation avec sa cheffe, s’exclame ainsi en audience : « *Je ne suis pas contre la Sécu. S’il y a un refus, je suis d’accord, mais je suis contre cette personne ; il se passe des choses graves dans ce magasin !* » Cette intention accusatoire cadre toutefois mal avec une procédure qui confronte les salariés à la Sécurité sociale et non à leur patron. Du reste, une reconnaissance tardive par la justice n’a pas d’incidence financière sur les cotisations versées par l’employeur – à la différence d’une reconnaissance obtenue immédiatement de la caisse.

La méconnaissance du droit affaiblit aussi la formulation des requêtes. Ignorant les règles s’appliquant à leur litige, les requérants justifient leur demande à partir de leur expérience du travail et de l’usage ordinaire qu’ils font de leurs corps. Ils mettent fréquemment en avant une douleur intense et persistante, afin d’attester la réalité comme la gravité de leur maladie, ou de justifier d’avoir attendu que la souffrance devienne insupportable pour consulter leur médecin. Pareil argument s’ancre dans un rapport instrumental au corps propre aux classes populaires, qui tendent à ne s’en soucier qu’à partir du moment où l’usure physique met en péril la capacité de travailler. Mais il s’avère en total décalage avec les attentes d’une juridiction sociale qui, elle, exige de prouver la « matérialité » de l’accident pendant le temps et sur le lieu du travail.

Le tribunal peut aussi chercher à établir une concordance exacte entre la pathologie et le libellé inscrit dans le tableau de maladie professionnelle : par exemple, une tendinopathie de l’épaule *non* calcifiante ou un examen médical effectué par imagerie par résonance magnétique (IRM) et *non* par scanner. La distance entre la conception spontanée des troubles musculo-squelettiques (TMS), ancrée dans l’expérience d’un travail répétitif, et la rigueur des critères techniques explique leur part toujours prédominante dans le contentieux des maladies professionnelles, alors même qu

UNE ALLEMAGNE « PRÊTE À LA GUERRE » ?

De l'hégémonie allemande, les peuples européens – les Grecs en particulier – conservent le souvenir amer des années 2010. Mais à cette époque prévalait encore l'arrangement noué en 1990 lors de la réunification : moteur économique du Vieux Continent, étroitement enchâssée dans les rets de l'intégration européenne, l'Allemagne laissait la France revendiquer la suprématie militaire et diplomatique. Ce compromis a vécu.

Depuis l'invasion russe en Ukraine, Berlin restructure son économie, militarise son industrie (*pages 18 et 19*) et dorlote son marchand de canons national Rheinmetall (*page 20*). Ce grand réarmement marginalise Paris et ménage Washington. Car, malgré les camouflés infligés par M. Donald Trump, l'Allemagne espère que les États-Unis lui sous-traiteront la direction européenne de l'Alliance atlantique (*ci-dessous*).

Le retour du refoulé

PAR PIERRE RIMBERT

CETTE fois nous y sommes : l'Allemagne est une puissance occidentale comme les autres. Et sa classe dirigeante, débarrassée des scrupules historiques qui l'empêchaient d'affirmer sa domination sur l'Europe autrement que par l'austérité budgétaire et l'excédent commercial, se sent à nouveau investie d'une ambition proprement nationale : construire « l'armée la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel ». Une priorité clairomnée par M. Friedrich Merz dès son premier discours au Bundestag en tant que chancelier (14 mai 2025). Cette Bundeswehr « prête à la guerre », selon la formule fétiche du ministre de la défense Boris Pistorius, servira un triple objectif économique, militaire et stratégique : relancer un appareil industriel flageolant ; garantir aux franges septentrionales et orientales de l'Europe une protection contre la Russie ; et, en accord avec Washington, déléguer à l'Allemagne la direction européenne de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

« Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes plus non plus en paix (1) », résume M. Merz. Pour preuve : en 2025, ses 114 milliards d'euros d'engagements de défense classaient l'Allemagne au quatrième rang mondial en matière de dépenses militaires. Après les États-Unis (954 milliards), la Chine (336 milliards) et la Russie (190 milliards). S'appuyant sur des ressources financières inégalées sur le continent, Berlin dépensera plus en armement d'ici à la fin de la décennie que Londres et Paris ensemble. Cette combinaison de suprématie économique et militaire conventionnelle déstabilise l'architecture de sécurité européenne édifiée à la fin de la guerre froide, et révèle un déséquilibre que ni le paravent de l'intégration européenne ni la fable du « couple franco-allemand » ne parviennent plus à masquer. Certes, contrainte par ses engagements internationaux, l'Allemagne dépend toujours pour sa dissuasion stratégique des capacités nucléaires américaines et, si le partenariat engagé par M. Emmanuel Macron porte ses fruits, françaises. Mais la page de la République fédérale cantonnée au rôle de « puissance civile », sans autonomie militaire, se tourne.

« Dans une ère où domine à nouveau la politique des grandes puissances, a expliqué le chef du gouvernement, l'Allemagne doit tracer sa propre voie (2). » Au printemps dernier, l'historienne Liana Fix a indisposé la chancellerie en détaillant les « dangers de la puissance allemande » : le retour des rivalités et des divisions continentales, notamment avec la France et la Pologne ; le risque que l'extrême droite, en tête dans les sondages, gouverne un jour un pays désormais surarmé (3). Dès à présent, le nationalisme industriel décomplexé dans le secteur de la défense (*lire l'article page 20*), les accords européens de libre-échange avec le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Inde dictés par les intérêts allemands, la capitulation douanière, en juillet 2025, de M^{me} Ursula von der Leyen face aux États-Unis, conforme aux souhaits de Berlin, exaspèrent le voisin français – qui s'y plie néanmoins.

Il aura fallu pour ouvrir ce nouveau chapitre du souverainisme allemand un chancelier banquier d'affaires moins empreint que ses prédécesseurs de cette retenue contrite propre à la culture diplomatique d'après-guerre. Et confronté à une situation hors du commun. Car le « changement d'époque » annoncé par M. Olaf Scholz lors de l'invasion russe en Ukraine n'a réellement pris corps que trois ans plus tard, début 2025, face la convergence de trois difficultés. En premier lieu, la menace de récession industrielle déclenchée par la concurrence chinoise, la hausse des prix de l'énergie et les tarifs douaniers décidés par le président américain Donald Trump. Ensuite, le spectre d'une escalade face à la Russie, compte tenu de l'engagement croissant de Berlin aux côtés de



GERHARD SILBER. – « Bomb Watchers III » (Guetteurs de bombe III), 2014

l'Ukraine. Comme en France et au Royaume-Uni, le soutien financier et militaire à Kiev tient lieu de religion séculière aux élites. À une population profondément marquée par le pacifisme, surtout dans l'est du pays, le Service fédéral de renseignement (BND) dirigé par l'ancien ambassadeur d'Allemagne en Ukraine instille la peur : « La frontière entre la paix et la guerre s'estompe » ; la situation « peut à tout moment dégénérer en confrontation violente » (4). Enfin, l'angoisse d'un désengagement américain. Le 14 février 2025, lors de la 61^e conférence de Munich sur la sécurité, cette perspective a frappé de stupeur les cercles dirigeants allemands qui écoutaient le vice-président américain James David (« J.D. ») Vance vilipender le « modèle » européen, au point que l'organisateur de l'événement a fondu en larmes. Des débuts chaotiques du second mandat de M. Trump, les élites rhénanes ont tiré la conviction qu'il faudrait à l'avenir moins dépendre des humeurs de la Maison Blanche, se doter de moyens propres pour soutenir l'Ukraine, mais demeurer quoi qu'il en coûte l'interlocuteur privilégié de Washington en Europe. Une autonomisation de la vassalité, en somme, que symbolise la construction d'une Bundeswehr à la fois puissante et garante des intérêts américains sur le Vieux Continent.

Récession, Russie, repli américain : le gouvernement parie qu'une même solution, le grand réarmement, conjurera ces trois menaces.

L'épiphanie martiale de Berlin s'accompagne d'un autre chambardement : l'écart de plus en plus assumé avec le droit international, dont le respect absolu devait conditionner la politique étrangère allemande. Un an après le discours de M. Vance à Munich, MM. Pistorius, Johann Wadephul et Markus Söder, respectivement ministre de la défense, ministre des affaires étrangères et ministre président de Bavière, lançaient le tonnerre d'applaudissements réservé au secrétaire d'État américain invité à son tour à Munich : une ovation contre les institutions internationales puisque M. Marco Rubio venait à la fois de calomnier l'Organisation des Nations unies (ONU), de glorifier le « Conseil de la paix » inventé (et présidé) par M. Trump et d'entériner la transformation de Gaza en colonie dudit conseil. Reçu à la Maison Blanche trois jours après l'agression israélo-américaine contre l'Iran (dont il n'avait pas été prévenu), M. Merz cautionnait ce viol de la Charte de l'ONU ; son ministre des affaires étrangères, M. Wadephul, préciser

Un arsenal pour

Réputé plus pingre qu’Harpagon, le gouvernement allemand inonde son économie vacillante de centaines de milliards d’euros. Bénéficiaire de ce stimulus hors norme : la défense. Mais cette relance par les armes pourrait éroder les conditions géopolitiques qui avaient favorisé les succès industriels rhénans.

PAR JOSHUA RAHTZ *

LE 10 juin dernier, alors qu’il inaugurerait le Salon international de l’aéronautique (ILA) à Berlin, le chancelier allemand Friedrich Merz a eu un instant d’égarement. « *La Luftwaffe* – la *Bundeswehr* – est aux commandes de l’Eurofighter, qui nous survolera dans quelques minutes (1). » Le lapsus traduisait une réalité : avec sa nouvelle stratégie pour l’aviation, dévoilée le même jour, Berlin entend accroître les « *synergies entre la recherche aéronautique civile et militaire* », en misant sur les technologies « *à double usage* » et les « *économies d’échelle* (2) ».

Deux jours après l’implosion du projet franco-allemand de système de combat aérien du futur (SCAF) – une collaboration à 100 milliards d’euros minée par les désaccords industriels –, l’ILA offrait à Berlin l’occasion d’afficher sa détermination inchangée à accélérer la militarisation de son industrie. Outre les discussions entre Diehl Defence et le fabricant ukrainien Fire Point en vue de coproduire des missiles à longue portée, le salon a donné lieu à une avalanche d’accords impliquant aussi bien les Länder que le gouvernement fédéral, la division défense d’Airbus, Rheinmetall ou encore Israel Aerospace Industries. De son côté, Mercedes-Benz a conclu un partenariat avec la start-up munichoise Tytan Technologies pour mettre au point des drones intercepteurs – une nouvelle illustration de la manière dont les 750 milliards d’euros de dépenses militaires promis par Berlin à l’horizon 2030 encouragent des constructeurs automobiles en difficulté à se réorienter vers la défense.

Trois ans après l’annonce du *Zeitenwende* (« changement d’époque ») par le chancelier Olaf Scholz en février 2022, la « grande coalition » emmenée par son successeur Friedrich Merz a entériné la création d’un fonds spécial de 500 milliards d’euros pour rénover les infrastructures nationales, tout en affranchissant un large pan des dépenses militaires de la règle constitutionnelle du frein à l’endettement. Ce virage militaro-industriel a aussi des causes économiques qui remontent au-delà de la guerre en Ukraine et de la hausse des prix de l’énergie qui a suivi la destruction des gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Car le « modèle rhénan » emblématique de la République fédérale d’Allemagne (RFA), puis de l’Allemagne réunifiée après 1990, est sous pression depuis la crise de l’euro des années 2010.

* Historien.

De plus en plus d’entreprises réorientent leur production vers le secteur militaire. Pour les salariés et les syndicats, ce basculement alimente un dilemme difficile à trancher.

PAR LEA FAUTH, FABIAN GRIEGER, NIKLAS FRANZEN ET PAUL WELCH-GUERRA *

« AVANT, on construisait des choses utiles, pour transporter les gens. Maintenant, on construit des choses qui vont les tuer. » M. Tony Menzel, mécanicien, se souvient avoir senti les larmes lui monter aux yeux le jour où « son » usine de Görlitz, une petite ville de Saxe frontalière de la Pologne, se transforma en manufacture d’armement. Cela faisait cent soixante-seize ans qu’on y fabriquait des wagons, les cinq dernières années sous la tutelle de la multinationale française Alstom. Le produit, un train régional de couleur rouge à deux étages, symbolise les petits trajets ferroviaires dans presque toute l’Allemagne. « *On en était tous fiers* », confie M. Menzel.

Désormais, sous le contrôle du groupe franco-allemand KNDS, trois cents à quatre cents ouvriers repêchés sur les sept cents qui y travaillaient débitent des pièces détachées de chars lourds Leopard 2 ou encore de combat d’infanterie Puma, tous deux livrés en Ukraine. M. Menzel travaille à l’usine depuis vingt ans, comme ses parents avant lui. Il était délégué du personnel à l’époque d’Alstom. « *Je crois que la transition m’était plus facile qu’à d’autres, parce qu’en tant que représentant des salariés j’avais participé aux négociations et que je savais ce qui allait advenir.* » Dès 2024, cet adhérent du syndicat IG Metall est appelé à une réunion à Francfort, avec les chefs respectifs d’Alstom et de KNDS. « *L’affaire était ficelée. Ils nous ont dit : “On va fermer. Mais il y a quelqu’un ici*

* Journalistes.



GERHARD SILBER. – « *Bellum iustum* » (Guerre juste), 2017

Misère du militarisme

Ce texte est un extrait du livre *Les Derniers Jours de l’ancien monde. Espoirs et contre-pouvoirs à l’ère trumpienne*, de Peter Mertens, Agone, Marseille, 352 pages, 22 euros. Il paraîtra en librairies le 16 octobre prochain.

5 décembre 2025. Alors que le froid hivernal mord dans les rues de Berlin, Hambourg et Dresde, des dizaines de milliers de jeunes claquent la porte de leur salle de classe derrière eux. Sur leurs banderoles, on peut lire : *Unsere Brüder kriegt ihr nicht*, « vous n’aurez pas nos frères ». Cette grève est une réponse collective à la militarisation croissante de la société. La loi sur la modernisation du service militaire ouvre la voie à une nouvelle forme de contrainte. À partir de janvier 2026, tous les jeunes de 18 ans seront soumis à un questionnaire obligatoire ; ceux qui ne répondront pas seront sanctionnés. À partir de 2027 viendra l’examen médical. S’il n’y a pas assez de volontaires, l’obligation s’appliquera. Dans les écoles, la résistance est palpable : 80 à 90 % des élèves se déclarent opposés au nouveau service militaire obligatoire. Alors que le gouvernement débloque des milliards pour l’armement et le matériel, ils sont assis dans des salles de classe délabrées et font face à un avenir incertain en raison de la crise climatique. Les moyens sont là, mais les choix se portent ailleurs. (...) La télévision allemande diffuse des images du Tag der Bundeswehr, la Journée des forces armées, où des enfants de 10 ans posent fièrement, un fusil à la main. En Bavière, un débat fait rage sur l’introduction des sciences militaires comme matière scolaire. À Kellmünz, des écoles primaires organisent des « camps d’aventure militaires » pour les enfants à partir de 6 ans. Le député de gauche Ates Gürpinar s’insurge contre la « *propagande de guerre dans les ateliers de bricolage* » des crèches. L’armée n’a pas sa place dans les crèches ou les camps de vacances, estime-t-il. Le syndicat des puériculteurs et puéricultrices partage pleinement cet avis : « *Pas de garderies d’enfants en uniformes de camouflage.* » À toute vitesse, l’espace public et les salons sont militarisés : des publicités Rheinmetall dans les stades de football aux messages de la Bundeswehr sur les boîtes à pizza. Les médias et les réseaux sociaux regorgent de films violents et de jeux vidéo pleins de feu et de destruction, avec le soldat comme « héros »

réarmer l'industrie



GERHARD SILBER. – « Finanz Karussell » (Carrousel de la finance), 2025

Le « changement d'époque » se distingue des expériences passées à deux titres. Premièrement, le stimulus lui-même a des retombées géopolitiques, puisque le gonflement du budget de la défense redéfinit la position de l'Allemagne au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en liant plus étroitement son industrie à l'architecture sécuritaire atlantique et en exacerbant les tensions avec la Russie. Deuxièmement, les dépenses publiques compensent directement le ralentissement des exportations. Réarmement, investissements d'infrastructures et coordination militaro-industrielle procurent des filets de sécurité à une économie stagnante. En juin 2026, la Bundesbank a reconnu que seule une « *politique fiscale expansionniste* » pourrait prévenir la baisse du produit intérieur brut (PIB) allemand dans les mois à venir(3). Du temps de Schiller, à l'inverse, c'était la hausse des exportations qui avait permis à l'Allemagne de sortir de la récession de 1966-1967.

Sur le plan stratégique, le réarmement entraîne Berlin dans un champ de confrontation américano-atlantique de plus en plus étendu, de la mer Baltique au Pacifique en passant par la Méditerranée orientale, la mer Noire et le golfe Arabo-Persique. À Rostock, la Commander Task Force (CTF) Baltic, nouveau centre de commandement naval de l'OTAN décrit par la Bundeswehr comme une « *expression visible du*

« *changement d'époque* », regroupe des effectifs issus d'une douzaine de pays de l'Alliance – en violation flagrante du traité de Moscou de septembre 1990, qui interdisait le déploiement de troupes étrangères dans les nouveaux Länder(4).

Pour l'heure, l'Ukraine est le principal bénéficiaire de l'aide militaire allemande – et l'État le plus directement lié à ce nouveau régime militaro-financier –, avec plus de 55 milliards d'euros versés ou alloués entre le déclenchement de la guerre et le début de 2026(5). Le soutien à Israël est d'une autre nature. À en croire les réponses du gouvernement aux questions des députés, les exportations d'armes vers Tel-Aviv ont drastiquement augmenté en 2023, pour atteindre un total d'au moins 652 millions d'euros entre octobre 2023 et mars 2026(6). Elles se sont poursuivies tout au long de la guerre d'anéantissement menée par Israël à Gaza, de ses invasions du Liban et de l'assaut américano-israélien contre l'Iran en février dernier. Par ailleurs, les sous-marins de classe Dolphin fabriqués par les entreprises allemandes HDW et ThyssenKrupp forment depuis longtemps une composante de la capacité nucléaire israélienne de seconde frappe.

Ces conséquences géopolitiques sont précisément ce qui rend si contradictoire la tentative de relance par le réarmement. Vue comme un moyen

de sortir le pays de la stagnation, la militarisation suppose en fait le prolongement, voire l'intensification, des guerres qui mettent déjà à mal son industrie. Certes, la commande publique crée une demande supplémentaire, mais le divorce avec Moscou, la dépendance à l'égard du gaz naturel liquéfié américain et la fermeture prolongée du détroit d'Ormuz fragilisent l'économie en faisant monter les prix de l'énergie et d'autres intrants. Si les dépenses militaires peuvent peut-être ralentir la chute pour un temps, elles ne parviendront pas à recréer les conditions qui ont permis les succès industriels antérieurs de la République fédérale. Au contraire, elles les érodent.

CES OBJECTIFS POURRAIENT ENTRER EN CONFLIT AVEC LES PRIORITÉS CIVILES

Une deuxième difficulté tient à l'état de délabrement de la Bundeswehr. Manque d'effectifs, lenteur des approvisionnements, vieillissement des équipements, impréparation au combat : « l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe » qu'appelle de ses vœux le chancelier Merz n'est pas encore en ordre de marche. Le « changement d'époque » n'implique ainsi pas seulement un accroissement des dépenses, mais aussi une restructuration de l'ensemble des forces armées. Cela s'est déjà traduit par un retour du service militaire sous une forme volontaire, avec à l'étude un possible rétablissement de la conscription obligatoire, très impopulaire dans le pays (*lire « Misère du militantisme » ci-contre*). Ces objectifs pourraient entrer en conflit avec les priorités de l'économie civile, même si le gouvernement entretient volontairement la confusion entre les deux sphères.

Les implications pour l'Europe sont tout aussi incertaines. Pendant quatre-vingts ans, les voisins de l'Allemagne ont consenti à sa domination économique en partie parce qu'elle restait militairement contrainte. Berlin, en cherchant ouvertement à prendre le leadership européen dans ce domaine – quand bien même ce ne serait qu'en qualité de suppléant de Washington une fois que les États-Unis auront concentré leurs forces sur l'Asie orientale –, remet en cause cet accord tacite.

Enfin, il n'est pas dit que cette nouvelle économie de la sécurité pourra égaler celle qu'elle remplace : le secteur encore modeste des technologies de défense peut-il générer des niveaux d'emploi et de production comparables à ceux de l'automobile, de la chimie, des machines-outils et de l'industrie lourde ? Une

Rheinmetall en roue libre

Le gouvernement fédéral multiplie les commandes militaires, mais sans véritable pilotage stratégique. Dans ce vide, Rheinmetall s'impose comme le grand bénéficiaire d'une politique de défense de plus en plus opaque et difficile à encadrer.

PAR THOMAS SCHNEE *

PATRON du premier fabricant d'armes allemand Rheinmetall, M. Armin Papperger, refuse de mélanger les torchons et les serviettes. Interrogé en mars dernier par *The Atlantic* sur l'intérêt d'acheter des panzers à plusieurs millions d'euros plutôt que des drones bon marché, il ironisait sur les innovations ukrainiennes : « *Ce n'est pas la technologie de Lockheed Martin, de General Dynamics ou de Rheinmetall. (...) Ce sont des femmes au foyer ukrainiennes avec des imprimantes 3D dans la cuisine.* » L'épisode témoigne de l'aplomb du personnage et confirme son ambition de rivaliser avec des géants américains cinq à sept fois plus gros.

L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, le « changement d'époque » proclamé trois jours plus tard par le chancelier Olaf Scholz et le vote du Bundestag en faveur d'une modification du frein constitutionnel à l'endettement, permettant un financement illimité de la défense, ont été une divine surprise pour ce conglomérat. Le bonheur de son dirigeant croît parallèlement à des dépenses militaires destinées à tripler entre 2022 et 2029, de 50,4 milliards d'euros par an à 153 milliards. Rheinmetall contribue à la fabrication des chars Leopard 2 et des véhicules de transport de troupes Boxer. Berlin a déjà commandé 200 des premiers et 550 des seconds depuis 2022. Et les projections militaires internes tablent sur des chiffres cinq fois plus élevés pour les années à venir.

La remarque de M. Papperger sur les drones suggère toutefois une ombre au tableau : l'avenir du blindé face à ces engins. Certes, note M. Ralf Raths, historien militaire et directeur du Musée allemand des blindés de Munster, « *dans une guerre de mouvement, vous avez besoin du char* », mais le temps du char lourd est compté. « *On s'oriente vers des systèmes de combat intégrant plusieurs unités plus légères et automatisées.* » Alors pourquoi en commander autant ? « *Parce que la Bundeswehr veut être opérationnelle le plus rapidement possible, et que c'est tout ce que l'on a pour l'instant en stock pour se défendre.* »

Pour ce qui est de l'avenir, le « Concept global pour la défense militaire » présenté en avril 2026 par le ministre de la défense Boris Pistorius nomme la Russie comme agresseur potentiel principal et s'articule en trois phases. D'ici à 2029, l'accent sera mis sur la « *maximisation rapide* » des capacités de défense classiques et l'augmentation des effectifs. Berlin vise à terme un effectif assez peu réaliste de 460 000 militaires (185 000 soldats actuellement), dont 200 000 réservistes (60 000 aujourd'hui). Il s'agit ensuite de « *développer* » et renforcer les moyens terrestres, aériens, maritimes et de cyberdéfense conformément aux objectifs de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Enfin, la Bundeswehr vise à devenir « *technologiquement supérieure* » d'ici à 2039...

Pour constituer « *l'armée la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel* » chère au chancelier Friedrich Merz, encore faut-il disposer du matériel adéquat. Or, si l'Allemagne affiche quelques grands industriels dans l'armement (KNDS, Diehl, ThyssenKrupp Marine Systems, Hensoldt), elle ne dispose pas d'un secteur militaro-industriel développé, capable de couvrir l'ensemble des domaines militaires. En outre, comme le relève le spécialiste des questions de défense Björn Müller, « *l'absence d'écosystèmes dédiés aux nouvelles technologies de défense* » favorise les structures bien établies (1).

Pour Rheinmetall, qui jouit d'un savoir-faire industriel dans plusieurs domaines stratégiques, c'est le jackpot. D'autant que M. Papperger a développé au fil des ans un formidable réseau d'influence au sein de l'armée, du Bundestag et jusqu'aux plus hauts niveaux du gouvernement fédéral. « *Je suis très satisfait de notre ministre de la défense, et je suis aussi très satisfait de ce que fait le chancelier en ce moment* », lançait-il, lors de l'inauguration d'une nouvelle unité de fabrication de munitions fin juillet 2025. Au début de cette année, le patron estimait déjà que son entreprise avait bénéficié de 40 % des dépenses du fonds de 100 milliards d'euros destiné au réarmement. Le champion national, dont un tiers des revenus provient des achats de la Bundeswehr, change d'envergure. Son chiffre d'affaires annuel a doublé entre 2014 et 2025 (de 4,7 milliards de dollars à 9,93 en 2025), et M. Papperger rêve d'atteindre 50 milliards à l'horizon 2030, avec un carnet de commandes qui devrait passer de 63 milliards d'euros actuellement à 300 milliards d'ici cinq à dix ans.

Créée en 1889 pour fabriquer les canons de l'Empire allemand, et plus tard ceux du III^e Reich sous le nom de Rheinmetall-Borsig AG, l'entreprise a employé jusqu'à 85 000 ouvriers à la fin de la seconde guerre mondiale. La guerre froide a vite convaincu les États-Unis que désarmer l'Allemagne de l'Ouest était une mauvaise idée. L'intégration de la République fédérale à l'OTAN en 1955 et la création dans la foulée de la Bundeswehr donne le feu vert pour le réarmement. Placée sous tutelle militaire américaine, l'Allemagne dépense tout de même entre 3 % et 3,5 % de son produit intérieur brut (PIB) dans la défense dans les années 1960-1970. « *Dès les années 1970, Rheinmetall est à nouveau dans le peloton de tête des producteurs d'armes allemands* », rappelle l'historienne Stefanie van de Kerkhof. La fin de la guerre froide et l'austérité budgétaire des années 1990-2010 conduisent à une réduction drastique des capacités militaires : les fabricants comme Rheinmetall se tournent vers l'exportation, s'internationalisent et multiplient les acquisitions.

EN ASIE CENTRALE, DES RÉGIMES AUTORITAIRES INSTRUMENTALISENT UNE AGENCE INTERNATIONALE

Interpol et la répression politique

Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan n'hésitent plus à poursuivre à l'étranger leurs ressortissants exilés, y compris dans des pays européens. Cette répression transnationale s'appuie notamment sur l'émission d'informations qui présentent certains demandeurs d'asile comme des terroristes ou des criminels. En dépit de réformes annoncées, les expulsions se poursuivent.

PAR JUDITH ROBERT *

LA répression transnationale désigne l'ensemble des techniques qu'un État déploie pour traquer des opposants au-delà de ses frontières : assassinats ciblés, enlèvements, violences contre des proches restés au pays. Les régimes autoritaires s'appuient aussi sur le détournement d'instruments juridiques, tels que des demandes d'extradition. Selon le Parlement européen, dix pays concentrent à eux seuls 80 % des cas de répression transnationale : la Chine, la Turquie, le Tadjikistan, la Russie, l'Égypte, le Cambodge, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Iran et la Biélorussie. Parmi eux, on compte donc trois États d'Asie centrale, aux troisième, septième et huitième rangs du classement (1).

Dans cette région, les libertés publiques connaissent globalement une régression, dans une relative indifférence des États européens. En témoigne le cas de M. Abdoullohi Chamsiddin. En janvier 2023, Berlin a reconduit à la frontière ce militant lié au Parti de la Renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), formation d'opposition. À son retour, il a écopé d'une peine d'emprisonnement

de sept ans, tout comme M. Dilmourood Ergachev, membre du mouvement anticorruption Groupe 24, qui purge une peine de huit ans après avoir été expulsé en novembre 2024. L'Autriche a quant à elle accepté de renvoyer M. Hizbullo Chovalizoda vers Douchanbé, après avoir refusé sa demande d'asile en mars 2020. La Cour suprême du pays a reconnu par la suite l'extradition illégale, estimant que la décision s'appuyait « sur des informations obsolètes concernant la situation au Tadjikistan ». De son côté, la France a expulsé un demandeur d'asile ouzbek en novembre 2023 en passant outre une décision de la Cour européenne des droits de l'homme. L'individu a été arrêté dès son arrivée à Tachkent (2).

Explosion des « notices rouges »

EN Asie centrale, des accusations de terrorisme ou d'extrémisme servent à traquer des personnes dont les autorités jugent la pratique religieuse trop rigoriste ou des opposants – qu'il s'agisse de militants anticorruption ou d'utilisateurs imprudents des réseaux sociaux. Certaines minorités ethniques s'avèrent particulièrement ciblées, et encore plus durement depuis qu'elles se sont soulevées en 2022 : c'est le cas des Karakalpaks, concentrés dans une république autonome, dans l'ouest de l'Ouzbékistan, contre un projet de modification constitutionnelle, ainsi que celui de la minorité pamir de la région autonome du Haut-Badakhchan, au Tadjikistan, en réaction au harcèlement des autorités. Depuis, leurs représentants sont arrêtés, souvent torturés et jetés en prison, tandis que ceux qui ont fui sont persécutés à l'étranger.

* Journaliste.

De tels abus expliquent en partie l'explosion des « notices rouges » : bien qu'il ne compte que dix millions d'habitants, le Tadjikistan était le troisième émetteur de notices en cours de validité en 2024 (3), après la Russie et le Pérou. Ces avis de recherche sont adressés par un membre de l'organisation à l'ensemble des autres pour demander la localisation et l'arrestation d'une personne recherchée en vue de son extradition.

En dix ans, le volume d'alertes émises a quasiment doublé, passant de 10 904 en 2015 à 19 568 en 2025 (4). La base comprend désormais plus de 86 000 profils identifiés. Le secréta-

peuvent, dans l'intervalle, altérer considérablement les conditions de vie d'un individu, entraînant des restrictions de sa liberté de circuler, des difficultés à ouvrir un compte bancaire ou à trouver du travail (5). Et, quand Interpol finit par admettre un abus et par supprimer une notice de sa base, certains opposants continuent à être arrêtés par erreur à l'étranger, en raison de leur fichage sur d'autres listes de criminels ou de délinquants.

Interpol a réagi en mettant en place un groupe consacré à l'examen des notices rouges, qui doit permettre de distinguer les abus des cas légitimes.

renforcé en mars 2022, après l'invasion de l'Ukraine – avant de voir ce contrôle allégé sans explication (7) –, le Tadjikistan, lui, n'a jamais été soumis à ce régime plus strict. Ainsi, les cas d'expulsion de Russes demeurent rares. Et, quand ils ont lieu, ils concernent davantage des personnes originaires du Caucase russe, comme les Tchétchènes, sur lesquels pèse une suspicion de terrorisme : pour eux comme pour les dissidents centre-asiatiques, les autorités européennes ne prennent pas toujours la peine de distinguer les véritables djihadistes des objecteurs de conscience et autres personnes cherchant refuge pour des raisons politiques.



MADELEINE JACOB, GENEVIÈVE TABOUIS, SIMONE TÉRY...

Femmes journalistes, ces pionnières des années 1930

« **QUELLE** journaliste n'a pas entendu cette confidence ? “Vous, chère amie, ça va bien, vous êtes l'exception. Mais, en principe, je suis l'adversaire des femmes dans le journalisme.” » Nous sommes en juin 1928, et si la célèbre Andrée Viollis s'amuse de cette anecdote dans son article des *Nouvelles littéraires*, c'est parce qu'elle sait que « le nombre de femmes dans les journaux augmente ». Au diable les phalocrates, les misogynes, les grincheux. La décennie qui s'ouvre va consacrer la place des signatures féminines dans les périodiques. Bien entendu, elles sont une minorité, 3,5 % semblerait-il (1). Mais la carte de presse n'est pas obligatoire, l'hybridité de la profession est exacerbée : difficile de mesurer véritablement qui est journaliste et qui ne l'est pas. En revanche, dépouiller les périodiques de l'entre-deux-guerres, c'est estimer avec discernement que les femmes y prennent leur part. Les années 1930, particulièrement, sont pionnières. Et arpenter les journaux, revues et autres publications de la gauche, c'est prendre conscience du rôle qu'ils jouent dans l'émancipation professionnelle et sociale des femmes. Journalistes, collaboratrices régulières ou ponctuelles, elles se saisissent de cet accès privilégié pour se faire entendre – ou, tout simplement, pour exister.

Les pages consacrées aux femmes se multiplient dans les années 1930. L'« hebdomadaire littéraire et politique » *Vendredi* a été fondé en novembre 1935 dans l'enthousiasme du Front populaire qui se dessine. Dès son premier numéro apparaît une page « Vendredi de la femme », qui évoluera sous diverses formes. Elle paraît avoir été dirigée par la communiste Henriette Nizan, qui y tient une chronique, « La tapisserie de Pénélope ». Cette page s'inscrit résolument en opposition aux « magazines »

* Historienne, maîtresse de conférences à l'université de Lorraine, auteure de *Journalistes face à l'épuration (1945-1946). Enquête dans des archives inexplorées*, Syllepse, Paris, 2026.

C'est l'effroi chez les journalistes de droite quand, à partir des années 1930, de nombreuses femmes entrent dans la profession. Elles y demeurent très minoritaires, mais, hormis les éditoriaux, plus aucun registre ne leur est interdit. Loin d'être cantonnées aux rubriques mode, couture, cuisine, enfant, elles enquêtent sur tous les sujets et s'emploient à faire mentir les stéréotypes ancestraux dans une perspective universaliste.

PAR ANNE MATHIEU *



GERDA TARO. – Entraînement de miliciennes républicaines sur une plage près de Barcelone, Espagne, août 1936

et « journaux » habituellement destinés aux femmes : « Dieu sait qu'ils leur font bonne mesure : mièvrerie et insinuation, niaiserie et futilité, sex-appeal et tapisserie, crasse et guimauve, écrit la journaliste Magdeleine Paz. À force de contempler leur reflet dans toutes les glaces – écran, scène, littérature et prunelles des soupirants –, elles jureraient que “c'est arrivé”. “Nous autres femmes. (...) Si femme. Tellement femme. Entre femmes”. » Si elle ne fait pas dans la dentelle lorsqu'elle relate les débats ayant précédé la création de cette page, c'est pour mieux poser l'autre vision sociale que *Vendredi* y poursuivra, et la nourrir d'une perspective universaliste : « Femme. Ça contient tout de même quelque chose, ce petit vocable étouffé, qui fait résonner en mineur les chaînes de l'esclavage (...). Faire de la femme un être humain. Partir de là, passer par là, aboutir là. »

Un titre important, installé dans le paysage journalistique français depuis des décennies, n'est pas en reste : le quotidien de tendance radicale *L'Œuvre* possède sa page « L'œuvre des femmes », laquelle devient « L'œuvre féministe », inflexion politique et non pas uniquement genrée à noter. Elle comprend plusieurs rubriques, dont « Les femmes au travail », à laquelle sa rédactrice Hélène Gosset collabore régulièrement. Secrétaire générale de la Ligue des droits de l'enfance, elle a participé à la délégation des femmes du Rassemblement populaire reçue par Léon Blum

le 29 mai 1936. Elles lui ont demandé de « faire aboutir leurs revendications essentielles, notamment le vote des femmes, et (...) son appui pour obtenir l'égalité des droits civils et politiques, le droit au travail ». Comme toutes ses consœurs, Hélène Gosset n'est pas pour autant exempte de caractérisations ancrées dans des stéréotypes ancestraux. S'intéressant, pour l'un des volets de sa rubrique, à « la librairie et l'édition », elle affirme que « la bibliophilie est un goût très féminin ». D'autres réflexions délivreront des propos encore plus conservateurs.

Les organes militants se dotent aussi d'une « Page de la femme ». Le quotidien du Parti communiste, *L'Humanité*, s'il l'invoque dans ses divers articles, ne la formalise pas ainsi mais par une rubrique principale, « La femme et l'enfant », déclinée avec la mode, la cuisine, etc. Quant au *Populaire*, organe de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) socialiste, après avoir publié diverses rubriques dont « La femme et le foyer », il inaugure en 1933 une page hebdomadaire au caractère plus politique : « La femme, la militante ». Les conseils culinaires ou ménagers ne disparaissent pas pour autant, la



FRED STEIN. – Gerda Taro fumant devant sa machine à écrire, Paris, 1936

femmes vont servir ces desseins. La chronique est l'un d'entre eux.

Si on la pratique pour commenter les arts et la littérature (4), elle est aussi usitée pour d'autres sujets. Dans le quotidien communiste *Ce soir*, dirigé par Louis Aragon et Jean-Richard Bloch, des chroniques quotidiennes s'apparentant à des billets sont tenus par les deux sexes. On s'y entretient de la vie sociale et politique, par des saynètes (5).

L'apparence de la désinvolture, le ton badin n'ont pas leur place dans la chronique judiciaire, assumée avec autorité depuis 1934 dans *L'Œuvre* par Madeleine Jacob, que son éminent confrère Géo London, d'une « autre » presse, considère comme son égale (6). Celle-ci a été secrétaire de rédaction de 1929 à 1936 à l'hebdomadaire illustré *Vu* dirigé par Lucien Vogel, où elle a pratiqué le reportage au bout de quelques années.

La légèreté est exclue à la rubrique de politique étrangère. À *L'Œuvre*, sa cheffe Geneviève Tabouis en assure depuis 1932 la chronique avec un ascendant indiscuté. Tous ses articles sont suivis par le personnel politique et diplomatique français et internatio-

nal, et lui « valent d'être (...) prise à partie par la presse allemande et par Hitler lui-même lors d'un discours qu'il prononce le 1^{er} mai 1939 (7) ». Elle est écoutée ; elle est redoutée. Elle est moquée, aussi, mais avec un persiflage distancié qui atteste sa stature. En novembre 1936, dans l'hebdomadaire d'extrême droite antisémite *Je suis partout*, Pierre Gaxotte (élu à l'Académie française en 1953) condamne le traitement de la guerre d'Espagne dans les journaux liés au Front populaire : « *Sont appelées nouvelles vraies les nouvelles qui paraissent dans Le Populaire, L'Humanité et L'Œuvre. Sont appelées nouvelles fausses, celles qui n'y figurent pas.* » Son article s'intitule « À l'école des journalistes, cours de Madame Tabouis » : « *J'ose aujourd'hui entrer dans le domaine ardu de la politique extérieure, des hautes chancelleries et des secrets d'État. Prêt à retourner à l'école, je ne pouvais prendre de meilleur professeur que M^{me} Geneviève Tabouis, autorité internationale, lumière de la SDN [Société des nations], gardienne de la bonne doctrine, qui connaît les secrets du Foreign Office, du palais Chigi et de la Wilhelmstrasse, comme ceux de la Grande Pyramide et Toutânkhamon lui-même.* »

Une enquête sur le travail des hommes

INFLUER sur la ligne éditoriale, jouer un rôle politique, c'est parfois aller sur le terrain, mener l'enquête. Les femmes s'emparent du reportage, avec fréquence. Est-ce parce qu'elles possèdent une « *fameuse intuition* », « *don de nature* », selon une collaboratrice de *L'Écho d'Alger* en 1933 ? Est-ce parce que la femme a, « *comme l'enfant, comme l'animal, un instinct sûr qui lui fait, mieux que bien des raisonnements, deviner un caractère, percer des mobiles, trouver la clé d'une situation* » ? Parce qu'elle est « *curieuse* », « *sensible* », « *plus docile que l'homme, et parfois plus consciencieuse* » ?... Ces diverses « *qualités* », énumérées avec conviction par Andrée Viollis en 1928, montrent la complexité de la place des femmes dans le journalisme, au-delà d'une unique question de domination d'un sexe sur l'autre.

Les femmes sont bien représentées dans le reportage social. Elles contribuent à y imprégner un fort contenu de classe. Dans l'« organe du radicalisme » *La République*, Marguerite Jouve publie une série en octobre 1934 sur les enfants délinquants : « *Quand, dans le lycée où il est interne, le collégien se dissipe à l'étude, qu'il joue au pion des tours pendables, qu'il fume en cachette dans les cabinets, tout ceci n'est que peccadille. Qu'un enfant en liberté surveillée commette des fredaines de même ordre et tout de suite son cas devient inquiétant.* » Le Front populaire génère une multitude d'articles sur les loisirs, et la reportrice Juliette Pary en entretient le lecteur dans l'hebdomadaire politique et artistique *Marianne*, dirigé alors par Emmanuel Berl. Elle collabore aussi à l'hebdomadaire illustré communiste *Regards*, dont la secrétaire de rédaction depuis 1932 est Georgette Gueguen-Dreyfus. Il accueille nombre de reportages sociaux, dont ceux de Lydia Lambert sur le mariage, les campagnes abandonnées, d'Henriette Nizan sur les cartoman-

de classe, esclavage de sexe ». Mais n'allons pas penser que l'on confine les femmes au social, pour lequel elles seraient censées avoir une fibre plus marquée, empreinte d'une empathie spécifique. Certains de leurs confrères s'y taillent aussi une réputation, et la concurrence reste rude.

Rude aussi pour d'autres formes de reportage, et notamment pour dénoncer la condition de populations discriminées. Les reportrices apparaissent plus présentes que leurs confrères sur les questions coloniales. Magdeleine Paz est l'une d'elles, figure



LITTÉRATURES

Épopée ironique

Le Champ de Wotan de Wilhelm Raabe

Traduit de l'allemand
par Pierre Foucher, Circé, Belval,
2025, 244 pages, 24,50 euros.

PARU en 1888, *Le Champ de Wotan* plonge le lecteur dans une journée de 1761, alors que se déroule un conflit majeur en Europe, la guerre de Sept Ans (1756-1763). La principauté de Brunswick, alliée de l'Angleterre, est en guerre notamment contre les Français : le prince Ferdinand s'apprête à affronter les troupes ennemies.

Mais le lecteur sera déçu s'il est en quête d'héroïsme : la seule bataille décrite est celle que se livrent des corbeaux au-dessus d'un «*funeste bocage*», le champ de Wotan, devant le personnage principal, maître Noah Buchius. Celui-ci est le «*dernier collaborateur de la Grande École d'Amelungsborn*», une antique abbaye à proximité de laquelle les armées de l'Europe entière ont choisi de s'entre-tuer. Cet érudit, étrange mais bienveillant, moqué par ses élèves et pourtant consulté par tout le monde, craint la dévastation de son cloître. À la veille des combats, il s'enfuit avec quelques âmes qu'il cherche à sauver : Thedel von Münchhausen, son turbulent et pourtant meilleur élève, animé par la passion amoureuse et la quête de la gloire militaire, et qui porte le même patronyme que le fameux baron aux invraisemblables exploits (1) ; mademoiselle Selinde, qui résiste aux avances du jeune homme ; ainsi que «*le cheval blanc de monsieur le bailli avec le valet Hein et la servante Wieschen*». La guerre est exhibée sans fard, non dans ses prouesses mais dans ses œuvres : «*Vêtements en lambeaux, les femmes ; les hommes aussi, mais en plus, la tête en sang et le corps couvert de bosses et de bleus dus aux coups de crosse et aux coups d'épée assénés du plat de la lame. Tous hirsutes, à demi morts de faim, dégoulinant de pluie, tremblant au vent de novembre, et englués dans la boue d'une route militaire.*»

Wilhelm Raabe (1831-1910) allait contre son temps, qui aimait exalter le bellicisme patriotique. Derrière un paravent d'érudition, on nage ici en pleine fiction, imprégnée des mythes les plus divers. La bataille et presque tous les personnages sont inventés. «*Dans un récit tel celui-ci, il vaut mieux ne pas aller chercher trop loin ou trop profond dans la biographie de ses héros, car on tombe alors sur des étrangetés qui vous amènent à faire de drôles de réflexions*», remarque Raabe. Nombreux sont les généraux de la guerre de Sept Ans qui iront se vendre tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Fait-on œuvre historique quand on présente la guerre sous un jour héroïque et intelligible ? On serait bien en peine de donner du sens à la bataille qui dévaste la Grande École d'Amelungsborn. Buchius tente de comprendre, dans un ultime face-à-face avec un corbeau prophétique, dont on ne sait s'il est l'envoyé de Dieu ou du diable. Le comique le dispute au tragique dans cette fausse épopée, roman aussi ardu qu'admirable, d'où sourd une intense compassion pour les humains, par-delà les postures de la grandeur.

Le Champ de Wotan est demeuré quasi ignoré des lecteurs allemands jusqu'à ce que les deux conflits mondiaux changent leur regard sur la guerre. Avec cette heureuse édition (2), il poursuit sa carrière de classique intempestif «*dans ce monde de peur*».

BAPTISTE DERICQUEBOURG.

(1) Nombreuses éditions possibles, dont Gottfried August Bürger, *Aventures du baron de Münchhausen*, José Corti, Paris, 2025, 226 pages, 22 euros.
(2) Plusieurs œuvres de Raabe sont disponibles chez Circé, souvent introduites par Jacques Le Rider.

HISTOIRE	AMÉRIQUES	ASIE
MILITAIRES ITALIENS INTERNÉS. De l'oubli à la reconnaissance. – Cyril Delaunay-Artifoni <i>Éditions de l'Onde, Rueil-Malmaison, 2025, 78 pages, 15 euros.</i> En 1943, Benito Mussolini est destitué et emprisonné. L'armistice est signé entre l'Italie et les Alliés. L'armée allemande envahit le nord de l'Italie, libère Mussolini. Le roi Victor-Emmanuel III s'enfuit. L'armée italienne se disloque. L'ouvrage rappelle l'histoire méconnue du refus d'un million de militaires de servir le III^e Reich et l'État fasciste italien. Plus de 810 000 soldats sont faits prisonniers par les Allemands, certains furent ; 650 000 sont emmenés dans des sinistres trains, internés dans des camps, employés de force		



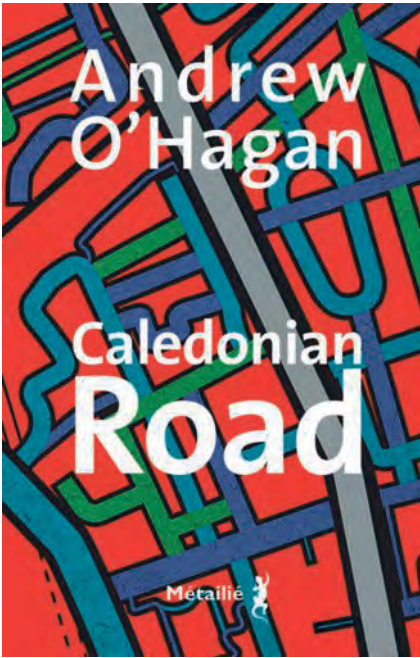
DU MONDE

Petites corruptions
entre amis*Caledonian Road*
d'Andrew O'Hagan*Traduit de l'anglais (Écosse) par Céline Schwaller,
Métailié, Paris, 2025, 656 pages, 24,50 euros.*

Avec *Caledonian Road*, son septième roman, l'Écossais Andrew O'Hagan reprend l'ambition du « grand récit de Londres » : celui qui, de Charles Dickens à Anthony Powell, de John Lanchester à Sebastian Faulks (1), veut tenir une époque entière dans le flux d'une grande histoire.

La *Caledonian Road*, frontière réelle et symbolique, sépare un Islington prospère d'une zone de squats et de logements délabrés. Campbell Flynn, 52 ans, historien de l'art, « intellectuel public », autrement dit mondain, brillant, visage aimable, habitué des plateaux, est propriétaire à Thornhill Square, un coin chic du chic Islington, et possède aussi une maison dans le Suffolk. Flynn, fils d'ouvrier, a réussi. Cette réussite le travaille, tout comme son rapport à l'argent, tout comme son rapport au luxe et à la « haute » société. Il n'écrit pas que sur l'histoire de l'art : il vient d'achever un *self-help book*, un livre de développement personnel, lucratif. Son titre – *Why Men Weep in Their Cars*, « pourquoi les hommes pleurent dans leur voiture » – illustre le mensonge contemporain : faire de la détresse une performance gérable, monétisable, socialement présentable. Le livre va faire jaser – réac ! Avec prudence, il propose de payer quelqu'un pour en endosser la paternité...

On est en 2021, la pandémie vient de passer. Flynn comprend le décor de ces années : Londres, « *repaire de voleurs et d'opportunistes, gonflé d'argent russe* », enlgué dans l'après-Brexit, ivre de son propre spectacle. Mais il sait aussi que sa vie tient à des patronages, des parrainages, des proximités. Prêts, appuis, soirées. Collusions, corruptions. Ceux qui l'entourent, qu'il fréquente ou qu'il subit, racontent les tensions, les impasses d'un monde, son monde : parmi les soixante personnages de cette vaste chronique de crise, il y a des hommes d'affaires, des oligarques russes, un fils d'oligarque qui, lui, est très british – moins un « méchant » qu'un symptôme, incarnant



un pouvoir qui ne gouverne plus par lois mais par perceptions, sensations, empire de relations et de récits prêts à l'emploi –, un DJ ultra-branqué, une députée travailliste, etc. Les scandales menacent, et la journaliste d'investigation qui s'emploie à les démêler porte en elle la contamination du milieu, elle enquête dans un monde où « connaître » signifie « être déjà pris dans ce réseau ». La vérité, chez O'Hagan, n'est pas un idéal trahi : c'est un matériau concurrentiel. On la tord, on la revend, on la « recadre ». Non un absolu moral, mais un objet de négociation.

Seulement, les beaux quartiers ont leurs bas-fonds, tout comme la méritocratie a ses secrets. Obsédante, une vieille locataire de Flynn dénonce sans trêve les rats et la plomberie défaillante de son sous-sol : et la pauvreté apparaît, nue, condition du système, fracture sociale et ontologique... C'est ici qu'O'Hagan diffère de Powell, Lanchester ou Faulks : là où ils cartographient une totalité, des dynamiques collectives, *Caledonian Road* dissèque la complicité individuelle, la microéthique du compromis. Des clubs de Mayfair aux caves d'Islington, du penthouse au trottoir, le roman répète la même question : que vaut une conscience quand elle sert de décoration à la compromission ?

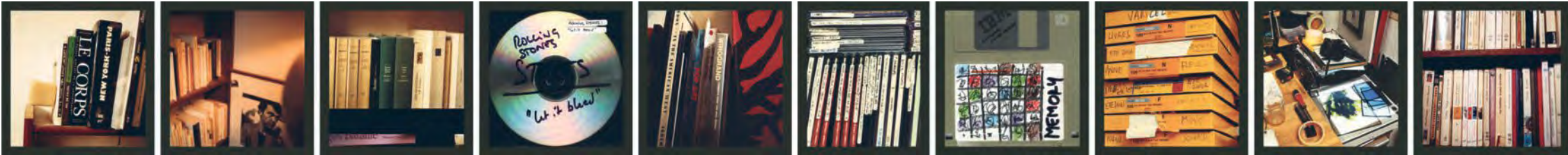
PALOMA HERMINA HIDALGO.

(1) Cf. par exemple Anthony Powell, *La Ronde de la musique du temps*, douze tomes, Christian Bourgois.

BIOGRAPHIE

Ruptures et bifurcations de Jean Renoir

En 1968, parlant de son père Auguste, Jean Renoir (1894-1979) disait que « *tous ses tableaux [sont] comme son portrait* ». En choisissant d'intituler une série de textes inédits du cinéaste *Le Portrait de l'artiste*, Olivier Curchod nous met sur la piste (1). Dans son abondante production écrite, en effet, Renoir fils, qu'il parle de son père ou de la Révolution française, qu'il adapte Zola, Flaubert, Simenon, Mérimée ou bien Jacques Perret, qu'il tourne en France, en Inde, aux États-Unis ou en Italie, est toujours très présent. Mais qui est, que pense et à quoi croit Jean Renoir ? Est-ce bien le même auteur, celui de *Nana* (1926) et celui du *Bled* (1929), celui d'*On purge bébé* (1931) et celui de *La Grande Illusion* (1937), celui de *La Mar-seillaise* (1938) et celui du *Déjeuner sur l'herbe* (1



A R T S

AIDA. Une histoire de solidarité artistique transnationale (1979-1985). – Moira Cristiá

Presses universitaires de Lyon, 2025, 328 pages, 25 euros.

Fondée à Paris en 1979 et dirigée par Ariane Mnouchkine, l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA) a déployé une activité intense durant la période des dictatures sud-américaines, jusqu'au retour de la démocratie dans les années 1980. Ce collectif de créateurs multidisciplinaires se retrouvait alors au Théâtre du Soleil autour de la metteuse en scène et de Patrice Chéreau pour mobiliser les moyens du théâtre, de la peinture, de la sculpture et de la musique au service d'actions publiques et médiatiques en soutien au sort d'artistes disparus ou persécutés dans ces pays, *«parties(s) visible(s) d'un sinistre et gigantesque iceberg»*. L'association a ainsi contribué à faire connaître et dénoncer le terrorisme d'État pratiqué dans cette région, notamment en Argentine. Outre un travail minutieux permettant de reconstituer ses activités en France et dans les pays où elle a essaimé (Pays-Bas, Belgique, Suisse, États-Unis...), l'ouvrage donne à réfléchir sur les formes que pourraient prendre aujourd'hui des actions collectives internationalistes.

INA SEGHEZZI

S O C I É T É

L'ÉTAT CONTRE LES ASSOCIATIONS. Anatomie d'un tournant autoritaire. – Antonio Delfini et Julien Talpin

Textuel, Paris, 2025, 240 pages, 19,90 euros.

Entre mars 2019 et juin 2025, quarante-quatre associations ont été dissoutes, soit le quart des dissolutions opérées depuis la création de cette disposition dans la loi française, en 1936. Plus qu'un symbole, ce nombre est un révélateur d'un durcissement du pouvoir. Après cinq ans d'enquête au sein de l'Observatoire des libertés associatives, Antonio Delfini et Julien Talpin mettent au jour tout un système répressif. Ils décrivent la part émergée de l'iceberg : le pouvoir administratif qui resserre son emprise par les mesures dites «antiterroristes» et l'état d'urgence permanent. Mais ils détricotent également un système fondé sur l'intimidation, induisant l'autocensure. Pourquoi réprimer activement les associations lorsque l'on peut créer pour elles des conditions d'existence qui les forcent à se limiter ? Ainsi, le pouvoir dépolitise le monde associatif et le prive de la possibilité de former des jeunes militants. Quelques pistes de contre-attaque sont ouvertes : par exemple, la judiciarisation de la répression a forcé le pouvoir à en justifier les manifestations ; or le juge tranche souvent en faveur des associations.

NIELS LEVERBE

B I O G R A P H I E

EDGAR HILSEN RATH. La voie de l'impertinence. – Agathe Pin-Chomette

Le Tripode, Paris, 2026, 208 pages, 19 euros.

Claire et classique, cette biographie vient à propos pour faire découvrir ou mieux connaître Edgar Hilsenrath (1926-2018), cet enfant terrible de la Shoah, qui a défié le devoir uniforme de mémoire. Né en 1926 à Leipzig dans une famille juive assimillée, il doit s'exiler en 1938 pour fuir le nazisme. Son premier refuge est la Bucovine, où *«Juifs, Ukrainiens, Roumains et d'autres groupes ethniques vivaient paisiblement ensemble»*. Mais le répit est de courte durée. Une errance commence, qui va le conduire en Ukraine puis, après la guerre, en Palestine – d'où il revient, déçu par le sionisme –, en France, et enfin à New York, où il écrit – en allemand – son premier roman, sur lequel il aura travaillé pendant douze ans : *Nuit* (1964). Y est décrit le quotidien du Juif Ranek dans un ghetto où, quand on a faim, tous les coups sont permis. Hilsenrath choque une société avide de repentance, racontant *«l'irracontable»* fort d'une *«envie d'en découdre avec les conventions»*.

PIERRE DESHUSSES

D V D

LE BOUCHER. – Claude Chabrol

DVD. Blu-ray, Tamasa Distribution, 2026, 93 minutes, 16,95 euros.

Succès immédiat, dès sa sortie (1970), *Le Boucher* est parfois cité comme le chef-d'œuvre de Claude Chabrol, une réputation conforme à son éclat singulier dans une filmographie dense, inégale et passionnante. Le scénario a pourtant

LITTÉRATURE

La passion selon Henry Miller

L'attrait de la littérature anglo-saxonne demeure puissant en France. D'ailleurs, 75 % des fictions traduites dans l'Hexagone le sont de l'anglais. Pourtant la prose de Henry Miller est délaissée. Dommage car, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il a su trouver les mots et les rythmes pour célébrer l'élan même de la vie.

PAR AGATHE MÉLINAND *

DE Brooklyn à Big Sur, de Montparnasse à Corfou, Henry Miller, aventurier de lui-même, a construit une œuvre explosive, honnie et adorée. On l'a aimé et on lui a tout reproché. Son manque d'engagement, son obscénité, sa fainéantise. On l'a dit phallocrate, misogynne, réactionnaire, raciste, antisémite – parfois à raison. Miller, provocateur en chef, insupportable aux censeurs américains des années 1930, égocentrique et libre, a été vénéré trois décennies plus tard par ses lectrices et lecteurs aux colliers de fleurs et aux seins nus. Il n'est plus guère fréquenté. Nouveau puritanisme ? Implicitement réduit au scandale, au sexisme, à la pornographie ? Passés de mode, son incroyable élan vital, son amour mystique du vivant qui réveille, son génie toujours dérangeant ?

Petit mec de Brooklyn, Henry Valentine Miller y est né le 26 décembre 1891, de parents d'origine allemande et luthériens. Comment imaginer que le petit garçon qui court dans les rues avec Stanley ou Alfie révolutionnera un pan entier de la littérature, inventant, avant l'heure, l'autofiction ? Où est la réponse ? Dans les livres ? Dans la vie ? Si, comme il dit, « *l'autobiographie n'est que du pur roman* (1) », la sienne, qu'il invente et masque en l'écrivant, est saisissante. Tout est-il vrai ? Ce n'est pas le sujet. L'écriture transfigure tout. Les amis, le sexe, la misère, la joie. Même le « je » qui est au centre, spectateur et héros de ce monde que l'écrivain Miller recrée comme un tableau d'Otto Dix, mais avec, toujours, cette absolue détermination exactement formulée par Vincent Van Gogh : « *Je préfère mourir de passion que d'ennui* (2). »

Enfant, il regarde les navires de guerre arrimés sur l'East River et les marins, revenus de Porto Rico, qui, le samedi, se défoulent sur les « poules » du futoir. Son père est tailleur et alcoolique, sa mère bat comme plâtre sa fille handicapée mentale et n'a jamais pris son fils dans ses bras. Pourtant il est heureux, c'est la rue qui l'élève. L'inauguration du deuxième pont de Brooklyn ouvrant la route aux Juifs de Delancey Street sifflera la fin des jeux. Il écrira sur cette « invasion » d'une manière insupportable dans son *Tropique du Capricorne*. L'antisémitisme en Amérique n'en est pourtant qu'à ses prémices, vingt ans avant les réunions pronazies du Bund germano-américain, qui regroupait des Américains d'origine allemande. Miller n'a jamais été pronazi, ni pro quoi que ce soit, d'ailleurs. Alors ? Pourquoi écrire cent fois le mot « juif » dans ses deux *Tropique*, celui du Capricorne comme celui du Cancer, qui est publié cinq ans plus tôt ? Provocation ? Stupidité ? Imprégnation familiale ? Justement, les Miller, chez qui on parle allemand, partent s'installer dans le quartier néerlandais.

Dans ce début de siècle, Brooklyn est déchaîné. Music-hall, vaudevilles, casinos. Le Luna Park de Coney Island illumine les nuits tandis que le jazz balbutie. Miller y passe son adolescence à lire tout le temps. Jack London, Robert Louis Stevenson, Jules Verne. Ce qu'on classait alors en juveniles romans d'aventures. Mais il aime surtout Rabelais, Pétrone et Boccace, et aussi Maurice Maeterlinck. Les thèmes qui résonnent en lui : l'amour de la vie, la puissance du langage, la libération de soi-même, le merveilleux, le plaisir... Car Miller, bientôt, découvre les femmes. Lola, sa professeure de piano ; Cora, la blonde ; Pauline, la veuve ; et les effeuilleuses des burlesques ; et les putains de toutes les Babylones...

Le jeune homme agité arrête ses études à 18 ans. Il part, se retrouve à San Diego, dans des plantations, à ramasser des citrons. Un soir, une conférence de la féministe anarchiste Emma Goldman sur Friedrich Nietzsche lui ouvre le monde. Désormais, il portera *L'Antéchrist* en bandoulière : laissons la religion aux grenouilles de bénitier, soyons libres et jouissons sans entraves ! Il est en avance, mais il se trouve.

* Dramaturge et metteuse en scène. Dernier ouvrage publié : *Lachania, un village à Rhodes*, L'Harmattan, Paris, 2026.

Rentré à Brooklyn, il reste l'écrivain qui n'écrit jamais, même si des milliers de mots s'entrechoquent dans sa tête. Immobile, il lit. Tout Fiodor Dostoïevski, *Faim*, de Knut Hamsun, la poésie érotique de Walt Whitman, tandis que la Génération perdue s'apprête à rejoindre Paris, pour faire sa révolution. Des Américains bon teint. Miller, pauvre immigré de la deuxième génération, lui, attend son heure.

Au début des *Roaring Twenties* (les « Années folles » de la décennie

